

TOUT!

CE QUE NOUS VOULONS : TOUT 9
QUINZOMADAIRE 18 FEV 71 1F

ils veulent tuer :

DISSOLUTION DES BRIGADES SPECIALES!

LES CHIENS

Quatorze blessés dans une manifestation,
Ça s'est déjà vu; la police cogne,
Nous aussi.

Mais un camarade de 20 ans
A été défiguré à vie par des
Professionnels du maintien
De l'ordre, viandeurs diplômés
Entraînés et excités pour ce
Genre d'opérations

Richard Deshayes a reçu en plein visage
Une grenade tirée à bout
Portant, Claudine est
Blessée grièvement à la
Gorge de la même façon,
Et d'autres encore.

Viser, tirer, tuer,
Il faut le vouloir pour
Le faire :

Il a perdu un œil,
C'était organisé ;
Les brigades spéciales,
Ça sait où ça va :

Plusieurs heures
D'entraînement par jour
Avec quoi en tête :

Réprimer, briser, casser, étouffer
Tenir, contenir, maintenir l'Ordre
(ASSASSINER)

Et qui en tête, l'émeutier,
Le hors-la-loi, l'extrémiste-des-deux-bords,
Le gauchiste,
L'ouvrier,
La masse,
Le PEUPLE.

Ça aussi, il faut le vouloir
Pour le faire,
Il faut prévoir, oser, décider, préparer.

La création d'une « force spéciale »
De police est une PREVISION
Une prévision à long terme ;

Des mois d'étude, d'enquêtes et
D'entraînement, un matériel adapté
A des formes de lutte particulières et nouvelles,
La bourgeoisie française voit son avenir
En sombre.

Elle a raison.
Quand on est bourgeois de ce pays,
Mieux vaut ne pas penser à
Demain si on veut dormir
Tranquille.

A aucune époque de son histoire
Le capitalisme n'a eu autant de mal
A légitimer son existence ;
Tout ce qu'il a construit réclame
Un aboutissement en dehors
De ses propres limites.

Il ne peut réprimer l'espoir d'une
Autre société
Au nom d'un présent ;
Qui l'appelle de partout.

Alors le provisoire s'installe,
L'exaspération devient quotidienne,
On ne sait plus où est l'Ordre.
La société bloquée de 71 ne peut même pas
Faire les réformes

Qui lui permettraient de
Légitimer la répression
quotidienne
« En attendant mieux ».

La seule assurance
Qu'on se donne,
C'est un solide rempart
Répressif qui croitra
Chaque année

Qu'ils y croient, ces chiens !
En matière de planification,
C'est la seule chose
Qu'ils peuvent garantir.
Par la même occasion, ils montrent
qu'ils prévoient le développement
D'une « contestation » encore plus violente.
Ils ont encore raison.

Cette force
Encore dispersée, disparate,
Se poursuit à la fois du
Désespoir de Faulquemont et de toutes
Grèves avortées et des explosions
Du Palais-des-Sports, de l'irruption stérile
Des turfistes en colère de Vincennes
Et des assemblées ouvrières comme
Celle de cette semaine à Renault-Flins,
Des 14 000 suicides par an
Comme d'une délinquance
Qu'on ne peut plus
Contenir.

Dans le développement
Du porno comme dans celui du M.L.F.
Elle peut se chercher longtemps
Une identité dans une critique radicale
Peu cohérente ou formuler des projets
A partir d'aspirations et de rêves
Encore marginaux,

Elle ne peut se tromper.
Ils le savent.
C'est contre cette force
Que des milliers
D'énergies sont désormais
Organisées pour détruire
Tout ce qui surgit de résistant
De créateur, de généreux.
En prévision.

En prévision d'assassinats nécessaires
Au maintien de l'Ordre.
Il faut les espionner
Les étudier, les saper,
les attaquer, les ruiner.
Tout le monde s'y mettra.
Chacun à sa façon.

Nous gagnerons un pouvoir sur nos vies en
abattant le pouvoir de mort.



Richard, c'est un monde nouveau



**RICHARD
DESHAYES:**
déclaration

Page 6.

déclaration
de la famille
de Richard

Page 7.

**APPEL DU
SECOURS
ROUGE**

Page 9.

VIVE NOUS!

**ASSEMBLEE OUVRIERE
à RENAULT-FLINS**

Page 5

Visite aux monuments
de Paris : cette semaine le

SACRE COEUR

FAULQUEMONT
" Nous irons
jusqu'au bout."
Jusqu'au bout ?

Page 4.



Exclusif :
La C.G.T. à TOUT
LES CONTRATS
DE
SEQUESTRATION

Municipales :
S'EMPARER
DE LA
VILLE

Page 8.

SURVEILLEZ LA POLICE!

1789

THÉÂTRE DU SOLEIL

Théâtre. Bien d'accord. C'est quelque chose, quelque chose d'important quoi. Vraiment particulier, important quoi. Parce qu'aujourd'hui, nous, on pense que le front idéologique est celui de nos idées déterrées, idées nouvelles qui chassent l'ancien de nos têtes. Parce qu'aujourd'hui, nous. Moi. Je. Moi, je pense que le cinéma, c'est différent et beaucoup pareil ; que le cinéma, c'est du neuf que l'on a bâti à partir de rien, et de tout, de moi que le bâtis, des autres qui se bâtissent, parce qu'ils ont commencé à comprendre que le merde dans laquelle ils se débattaient n'était pas leur seul horizon, que leurs désespoirs mis en commun avaient commencé à enfanter le superbe monstre de leur Espoir à Tout changer. Bref, ça change, ça s'est mis à bouger, on commence à respirer, mal encore, mais on sait qu'on est beaucoup à respirer au même rythme. Une société qu'on bâtit, la vie quoi.

Le front-lutte de nos idées, sur ce front de lutte, le théâtre. Ça pour dire que ce que j'ai vu, je l'ai respiré. Important quoi, le théâtre, ça ne me laisse plus insensible.

A Paris-Vincennes, je suis allé voir 1789. J'y vais en voiture, Paris-Vincennes. Je me paume parce que je ne m'y attendais pas : Paris-Vincennes, théâtre du soleil. Parcours impeccablement fléché, on va au théâtre du Soleil comme à Nancy de la porte de Vincennes, on peut pas se paumer à moins d'être vraiment con. Sur le coup, un peu de surprise : on balance des trucs un peu gauchistes, du genre : « Ils ont des appuis sûrs à la municipalité », ou « Avec le fric », bref, des conneries. Non, pas des conneries. Parce que c'est un chemin fléché, le reste suit, du premier panneau indicateur au dernier tour de piste des comédiens — comédie sous les vivats, acclamations des spectateurs — spectacle. C'est un chemin fléché, quoi. Le reste suit : le

plus beau parking de théâtre que j'ai jamais vu, merde, pourquoi s'en priver ? le hall bourré de public, ces gens de public toujours les mêmes, rien n'a changé, merde qu'est-ce que je suis venu foutre ici — Voir — Voyons. Les caisses, 15 F la place, moi, je profite d'un tarif de faveur, 11 F. Seulement, tu comprends, cet après-midi, j'ai vu Henry, ouvrier à Flins. Henry, il gagne 950 F par mois, paie 305 F par mois de pension à sa femme, 150 F par mois pour sa chambre, bouffe avec le reste, 450 F par mois, 15 F par jour, il m'a montré ses chaussettes rapiécées au sparadrap, Henry, il en a marre, tu comprends, et ta place de théâtre, elle vaut une journée de bouffe de Henry. Et bien sûr, je sais... Pour Henry, tu feras payer 5 F, ou rien, rien même. Mais Henry, il en a marre, il veut plus de cadeau, Henry il est prêt à tout pour changer de vie, Henry il a lutté, lutté, lutté, les cadeaux aux chiottes. Et Henry, il a raison, tu comprends. Tu comprends, que Henry, c'est aussi un chemin fléché, mais pas le même, ses panneaux indicateurs, ce sont les luttes qu'il mène, sa vie, ça s'appelle la lutte de classe, tu comprends bien. Tu comprends bien qu'aujourd'hui tu peux plus faire du théâtre si tu penses pas à Henry, aux milliers d'Henry, sinon tu vas crever. Lui il a commencé à penser aux autres, à toi, si on ne se met pas à penser tous ensemble, nous et les Henry, on va tous crever. Alors, les Henry et nous, aujourd'hui, on a des choses à se dire, qu'on veut la lutte, qu'on est embarqué dans la même lutte. Alors, de me retrouver dans le hall de ton théâtre, avec le public du spectacle toujours le même, à pas-

1789
THÉÂTRE DU SOLEIL

à la CARTOUCHERIE de Vincennes (av. de la Pyramide) à partir du métro : Château de Vincennes et de l'arrêt-autobus : Faculté de Vincennes, service spécial et gratuit d'autobus aller et retour. Renseignements : 808.87-63 - Mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h. 30. Matinée samedi et dimanche à 17 h. Places : prix unique 15 Francs. Parking assuré.

ser l'une des trois caisses, à me faire contrôler, une fois, deux fois, trois fois, à me retrouver debout, misérable dans un coin, en face d'autres qui sont arrivés plus tôt et ont le privilège d'être assis sur les gradins, misérable dans un coin, mais moins que ma copine, timide et qui vient de perdre son amant et qui est malheureuse et qui se fout dans un trou parce que ceux des gradins, les privilégiés de la première heure, la regardant, et qui voit rien parce qu'elle est petite et qu'il y a trois fois trop de public. Alors tu

comprends, je me dis, merde on m'y reprendra plus.

Bref, des détails. Non, pas des détails. Ça commence et c'est tout pareil. Les beaux costumes, des détails, la belle musique, des détails. Le beau spectacle. On me transforme en spectateur, on m'asphyxie, me neutralise pour mieux m'agiter, me balloter. Tu sais, le coup de la publicité, les motivations, etc. Ce théâtre, c'est la belle affiche, celle qui te fait acheter une machine à laver à crédit de 18 mois alors que tes godasses sont rapiécées au sparadrap. Merde, merde, c'est la rage, ou alors il faut que tu comprennes. Suffit d'être agité, ballotté, baisé. Aujourd'hui, l'été de l'autonomisation est commencé, c'est pas rien. Autonomie pour les jeunes, c'est pas rien ; autonomie pour les femmes, c'est pas rien ; autonomie pour les ouvriers qui séquestrent, pour les immigrés dans les Comités Palestine, pour les paysans qui saccagent les propriétés des cumulards, et pour les autres, et même pour les intellectuels, c'est pas rien. C'est commencé, le nouveau qui change l'ancien tu sais. Il faut que tu comprennes : si tu joues à la Révolution, si tu « spectacles » la révolution... tu sabotes, tu choisis ton camp malgré toi. Le mec qui a gueulé « Marcellin »



en se marrant, c'est soit le dernier des jojos, soit le premier des baisés : tu sais, l'histoire de l'ouvrier japonais à qui l'on donne la gueule de son patron en caoutchouc à tabasser pour se défouler, c'est à ça que sert ton théâtre si tu ne fais pas un peu attention. Ce théâtre, il passe dans le camp de la bourgeoisie, c'est le nouveau théâtre de la libération sexuelle, c'est une nouvelle aliénation sexuelle des bourgeois : le théâtre — spectacle — d'avant-garde, c'est pas le théâtre de la révolution mais le dernier théâtre d'aliénation dont la bourgeoisie va se servir.

De 1789 à mai 68 en passant par la Commune, un chemin fléché encore, lire les traditions révolutionnaires d'un peuple, lire dans 1789 l'élan communiste, l'esprit de lutte d'un peuple. Mais

de quel peuple tu nous parles dans ton théâtre ? d'un peuple analphabète, créatin, qui crie famine, hurle, étrangle ses enfants de désespoir, peuple créatin qui fait la foire, pas la fête, peuple aliéné et c'est tout, comme si seul Marat incarnait l'esprit de ses luttes. Ça va pas, il faut que tu comprennes : les Henry, c'est un cœur de lutte, un esprit de lutte, pas les belles phrases de Marat.

Au bout du chemin fléché de ton théâtre, le tour de piste des comédiens-spectateurs sous les acclamations des spectateurs-spectacle baisés. A en pleurer pour eux tous. Tu comprends, le cinéma c'est des structures aliénantes à devenir dingue, tu balances un truc sur un écran, tu crées d'emblée un univers dont tout le monde est prisonnier et étranger. Le théâtre c'est quelque chose, quelque chose d'important, quoi. Un groupe constitué d'un côté, des individus réunis exceptionnellement de l'autre, tu comprends il suffit de vouloir établir des rapports entre des rapports nouveaux, les rapports dont les uns et les autres ont besoin. Il suffit de vouloir s'écouter, s'entendre, discuter, critiquer. Il suffit. Dans ton théâtre, rien. Le groupe il attend sa dose de vivats. Alors non, tu comprends : aujourd'hui, si dans une

réunion d'hommes et de femmes, les mecs discutent entre eux, c'est plus supportable, si tu fais du théâtre pour avoir au bout bravo, dodo, c'est plus supportable. Ton théâtre, c'est du Non Théâtre.

Le coup du chemin fléché, du parking, des 15 balles, et le reste, t'as compris : c'est tout pareil. Pas de hasard. Votre spectacle bien ficelé, il marche très fort. Pas de hasard. Et la bourgeoisie, en sortant, elle se dit : « Ça va bien, c'est dans les limites. » Oui, vous avez mis l'esprit révolutionnaire d'un peuple en boîte, mais ça, tu comprends, c'est confectionner l'ancien.

Pour faire le nouveau, c'est de rien qu'on part. Et de tout, tout ce qui est à piger. Dur. Oui. Long. oui. Avancer avec un peuple en lutte. Oui. Y mettre le temps, oui, y aller à la lutte, oui.

Phantasmes

Il y en avait partout. Je n'en avais jamais vu autant de ma vie.

Dans le frigidaire que j'avais laissé ouvert après l'avoir nettoyé, dans les verres, dans les bouteilles de vin cassées, sur le poignee... Partout, partout.

A certains endroits il était plus épais et plus blanc encore. Comme de la neige pensais-je en grelottant ou sanglotant (??).

Quand j'ouvrais le robinet pour clair, il en coulait du coton hydrophyle imbibé non pas d'eau mais de quelque chose comme de l'éther ; une espèce de pourriture suspendue et gluante, l'enveloppa.

Il y en avait partout. A un endroit précis de la bibliothèque il s'effiloçait et se répandait presque comme un liquide et sur le livre de SADE encore !

Etendue sur le lit, je me suis sentie ramollir et devenir coton hydrophyle mis en accordéon et rangé dans un placard.

Mes mains se disloquaient. Mon âme aussi.

Le temps semblait suspendu. J'avais conscience que mes cheveux s'effiloçaient, mais je fermais les yeux.

Il en sortait de partout. J'ai vomi des mètres et des mètres de coton perlé, soyeux et hydrophyle.

J'étais dans cet univers cotonneux où se précipitent toutes nos espérances.

Toute désespérée que j'étais, j'ai voulu rire. J'avais l'impression qu'on m'exploitait, que l'on me mettait en boîte. J'ai voulu

rire et j'ai ri. Je me suis vu distribuée dans les pharmacies, les monoprix, les hôpitaux, les nurse-ries... et dans mon ivresse fatiguée j'ai beaucoup ri. Mais aujourd'hui si je pleure, c'est que je suis vexée de n'avoir pas su écrire coton hydrophyle sans faute.

LE CAFE DES MYOPES

Des mouches volent au-dessus de ma tête. Ce n'est pas la première fois et pourtant je sursaute et trouve cela agaçant.

Les gens assis en face de moi n'y voient que du feu. Et pan ! j'en écrase une belle entre mes ongles.

Des mouches volent au-dessus de ma tête. En hiver, cela peut sembler étonnant.

Etomés, les gens, ici, ne le sont pas, vu qu'ils sont myopes ! Ils laissent à l'entrée du café leurs lunettes qu'ils échangent contre un numéro.

Je suis à peu près certain que personne ne m'a vu écraser cette mouche, dont un morceau d'aile reste encore collé sur ma peau. J'en vois des milliers qui volent sur ma tête.

Je suis au bord des larmes. Je n'aime pas les mouches. Heureux qui comme les myopes, n'y voit rien. Et ne veux pas pleurer.

Et jamais plus je ne reviendrai t'attendre au CAFE des MYOPES.

H. de L.

BULLETIN D'ABONNEMENT

TOUT 27, rue du Faubourg-Montmartre

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ci-joint un versement de 25 F pour vingt-six parutions.

C.C.P. à l'ordre de « Tout ».

Mandat-lettre.

Chèque bancaire.

Soutien : 50 F ou plus.

Directeur de publication : J.-P. SARTRE. TIRAGE : 48.000 exemplaires
DIFFUSION N.M.P.P.
IMPRIMERIE AGROFILM, 11, rue Ferdinand-Gambon, Paris-20.

Courrier critiques diffusion TOUT!

TOUT ! FALSIFICATEUR ?

Gamarades

Après avoir lu « Allez jouer ailleurs » dans « Tout » n° 5 on est en droit de se demander pourquoi le comité de rédaction d'un journal qui se veut révolutionnaire et de masse publie un article inexact quant à la relation des faits.

Un exemple (mais qui n'est pas pour nous le plus important). Pourquoi dire que le rallye des Cévennes n'est pas passé quand tout le monde sait qu'il est bel et bien passé et qu'il n'a eut qu'un quart d'heure de retard tout au plus. Mais nous ne voulons pas faire ici un bilan du travail sur les Cévennes, ni une critique détaillée des défauts de la presse révolutionnaire.

Mais « Tout » n'est pas le seul journal qui ait falsifié les textes que notre groupe avait envoyés ; s'il en avait été ainsi, seul ce journal aurait été mis en cause et on aurait pu dire « Vous n'êtes que des intellectuels petits bourgeois coupés des masses... on a rien à faire avec vous ».

En plus de notre propre matériel de propagande, nous avons écrit des articles à la « C.D.P. » et à « l'Idiot Inter. ». On s'aperçoit alors qu'aucun des textes ne dit la même chose et qu'ils ont tous été censurés.

La presse révolutionnaire déforme les faits, ment à longueur de colonnes. Elle ne parle des expériences de lutte qu'en cherchant à vérifier sa ligne politique (implicite pour « Tout », explicite pour la « Cause ») ou alors elle n'en parle pas.

Exemple : « Tout » qui ne parle pas du Tribunal populaire de Lens (20 lignes sur les Houillères) et la « C.D.P. » qui ne dit pas un mot du trafic de l'embauche à Meulan. (Les deux se taisant sur ce qui se passe à Flins

Cette presse préfère donner des informations fausses mais qui alimentent leur ligne politique, plutôt que d'essayer de corriger leur ligne à la lumière des faits.

Ceci permet :

— de tromper les masses en

leur donnant le point de vue des groupuscules, au lieu de la systématisation de leurs idées justes ; — de tromper les militants en leur donnant l'illusion qu'ils ont besoin de vérité (malgré ce que peut dire Le Cardonnel dans « l'Idiot »).

Mais surtout, dans tous les journaux on n'a pas d'expériences qui se soient cassées la gueule (une exception : les maisons du peuple mais on appelle à en construire d'autres sans tirer de bilan).

Pour les expériences réussies il n'y a jamais de problèmes ! Cela permet de se faire des illusions et ne permet nullement de résoudre les contradictions (ceci est aussi valable pour nous).

On peut chercher longtemps pourquoi on passe presque toujours à côté des mouvements de masse ou pourquoi on n'est pas capable d'en prendre la direction.

Ceux qui déforment les faits, même avec la meilleure intention du monde ne font que des concessions à l'idéologie bourgeoise.

On ne tient compte que des idées stéréotypées que nous avons dans notre tête, aux masses on leur demande parfois leurs avis, mais on ne le retient que si ça nous arrange. Pourtant les camarades chinois considèrent comme une méthode de travail maoïste de « consulter les masses, prêter l'oreille à leurs avis, tenir compte des masses ».

Celui qui fait au peuple de fausses légendes révolutionnaires, celui qui l'amuse d'histoires chantantes est aussi criminel que le géographe qui dresserait des cartes menteuses pour les navigateurs » (Lissagaray).

Si on envoie cette lettre à « Tout », ce n'est pas parce que l'on veut refaire une nouvelle Iskra, ni parce qu'on privilégie « Tout » par rapport à la « C.D.P. », mais « Tout » veut jouer au journal « libéral », alors qu'il joue le jeu jusqu'au bout et qu'il s'explique avec ses lecteurs.

Des militants maoïstes de Montpellier.

CHANGER LA VIE... CHANGER LA VIE!... FAUT PAS POUSSER!!



LUTTE DE CLASSE LUTTE DE CIVILISATION

Le dernier numéro de « Tout » était excellent tant par son contenu que parce qu'il offrait un reflet fidèle du « gauchisme » intelligent. Le point de vue antidogmatique, non répressif, ouvert à toutes les questions, c'est très positif et doit être développé au maximum mais il ne faudrait pas en profiter pour faire passer l'idée que la lutte de civilisation est mieux que la lutte des classes (p. 4 : « passer de la contestation à la révolution... ») précisément parce que la lutte des classes est une lutte entre deux civilisations. (tout au moins, c'était ce qu'on semblait entendre dans le mot d'ordre : « pour changer la vie, cassons le vieux monde »). Et on va essayer de le montrer en pointant les désaccords avec ce fameux article qui semble comporter une triple argumentation :

1) Le mouvement de contestation actuel prend principalement sa source dans la crise idéologique de la bourgeoisie ;

2) Que c'est en « réunissant les multiples aspects de cette crise que l'on peut commencer à donner un contenu à la lutte révolutionnaire appuyée sur la révolte... la lutte de civilisations ;

3) Qu'en conséquence les « schémas politiques traditionnels » importés du passé ou de la Chine » sont à mettre au rancart.

Le type d'analyse semble viser à pallier une certaine impuissance théorique et pratique du mouvement révolutionnaire en empruntant la voie de la facilité : mettre la théorie révolutionnaire et les masses à la remorque des intellectuels du type « sociologie moderne » voilà pourquoi c'est dangereux et erroné :

1) Les contradictions que relève l'article (« blocage » ça veut rien dire) proviennent du niveau économique atteint par les métropoles impérialistes et non pas d'une crise idéologique. —



à la technique capitaliste (voir par quoi la révolution chinoise mérite exemple l'expérience de l'usine de machines-outils de Changai). C'est pour-mieux que le terme de « musette ».

3) Evidemment les gens qui s'en réclament le plus fort (H.R. par ex.) s'en servent pour justifier leur dogmatisme, leur bureaucratisme et au fond leur révisionnisme. Mais ce n'est pas leur raison pour letter le bébé avec l'eau du bain. Vouloir se « débarrasser du gauchisme » est une entreprise de haute salubrité révolutionnaire, mais rejeter toute l'expérience révolutionnaire et nous référer la camelotte « sociologie interpersonnelles de pouvoir et une vision intemporelle de la liberté. Ce

S'il y a décadence idéologique elle correspond en général à la décadence du système économique capitaliste — De ce fait et malheureusement pour eux, les bourgeois n'y peuvent rien, sauf préparer activement la contre-révolution, le reste c'est de la diversion. Loin d'y avoir des blocages, il n'y a jamais eu autant de choses en marche, mais la lutte ne se déroule pas pour savoir qui va faire redémarrer la « société bloquée » (Chaban, Marchais ou nous les « gauchistes ») mais pour savoir qui va l'emporter de la révolution ou de la contre-révolution.

2) C'est au niveau des rapports de productions que se sont accumulées les plus grandes contradictions. Il est absolument indéniable que ces rapports (au sens défini par Marx dans son avant-propos à la « Critique de l'économie politique » et non dans la caricature de Staline), sont aussi le métré, les loisirs abrutissants, la consommation forcée, etc. mais c'est avant tout le mode d'activité : le cœur des contradictions irréductibles de la société capitaliste et cible principale de la révolution. Pour citer celui qu'on qualifie de musette : « Dans toutes les révolutions survenues jusqu'à présent, le mode d'activité n'a jamais été touché, et il ne s'est agi que de redistribuer autrement cette activité (...) tandis que la révolution communiste est dirigée contre tout le mode d'activité traditionnel (« idéologie allemande »). Voilà ce qui n'a pas été fait dans les pays « socialistes » européens, c'était précisément le but fondamental de la révolution culturelle chinoise. Partant de l'université considérée comme lieu de reproduction des rapports sociaux bourgeois elle s'en est prise radicalement au mode de production et

point de vue nous mènera tout droit à l'impuissance. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si on n'a pas encore vu ces « choses concrètes » qu'on nous promet depuis longtemps. Prenons garde d'oublier ce qu'est un journal révolutionnaire !

Donc on sait aujourd'hui que la révolution va bouleverser l'ensemble de la société et c'est ce que pointe très bien « Tout » n° 8 (l'éducation reproductrice de la société bourgeoise, la répression (armée, drogue, etc.) comme un de ses piliers, etc.), mais la révolution devra principalement bouleverser de fond en comble l'activité matérielle de production et c'est cela que « Tout » voit beaucoup moins bien.

BERTRAND.

A. G. PROVINCE

Une A.G. de « Tout » a eu lieu samedi 6 février à Toulouse, cent cinquante participants, on vous racontera.

A.G. de « Tout » à Caen le jeudi 25 février, amphithéâtre Vissol (annexe) Campus universitaire de Caen.

Le collectif de rédaction de « Tout » qui s'est formé à Nice nous a envoyés une longue réponse sur « Lutte de classe et luttes de civilisation ». On la publiera dans le prochain numéro, avec pas mal de lettres qu'on n'a pu mettre ici faute de place (on reçoit une certaine de lettres par numéro).

Instits.

Réunion d'institutrices et d'instituteurs : samedi 27 février 1971 à 16 heures — librairie « la Commune » — 28, rue Geoffroy saint-Hilaire — M° Censier.

Lycées

Le Centre de luttes lycéennes organise le mardi 23 février tout l'après-midi des projections de films sur les travailleurs immigrés en France, les impérialismes dans le monde, les luttes ouvrières depuis mai, etc... Au centre protestant, 8, villa du Parc Montsouris, Paris-14°. Le C.L.L. invite tous les camarades, lycéens ou non à venir discuter, expliquer leurs actions dans ces luttes.

Armées

Collectif-armée — voir « Tout » n° 8 — permanence librairie « la Commune », samedi 17 h à 20 h - dimanche de 14 h à 16 h.

A. G. DE TOUT

samedi 27 février, 15 h, Ecole des Beaux-Arts, rue Bonaparte, métro Saint-Germain-des-Prés.

Réunion préparatoire, jeudi 18 février à 20 h 30.

PASSER AU LOCAL DE « TOUT » 73, rue Buffon, Paris 5°, métro Jussieu. Téléphone : 707-49-57.

Librairie « la Commune » rouverte

28, rue Geoffroy Saint-Hilaire, M° Censier. Tous les jours sauf lundi, de 11 h à 20 h.

Bulletin politique de « Vive la Révolution » n° 8-9. — 3 F. En vente à « la Commune ».

PRESSE INFORMATION DU MOUVEMENT

Le P.I.M. n° 3 est sorti. Au sommaire : — L'impérialisme français en Afrique — Algérie — Cameroun — Tchad — Guinée — Martinique, Guadeloupe

En vente à la librairie : « la Commune », 28, rue Geoffroy Saint-Hilaire — Paris 5°.

ON RÉPONDRA DANS LE N° 10

Pour nous, LES MUNICIPALES

c'est

S'EMPARER DE LA VILLE

Un groupe de camarades propose

Commune vivante

« Commune vivante ! » Autour de ce thème, nous devons organiser la célébration populaire de la Commune de Paris, dont le centième anniversaire coïncide avec les élections municipales.

Il ne s'agit pas seulement pour nous de noter la coïncidence et encore moins de l'ignorer. Elections-piège-à-con, mais si « Paris nous appartient » ? Comment y vivre, comment y travailler, comment se servir des expériences vivantes de la Commune ? Le texte qui vous a été remis ne prétend pas répondre à toutes ces questions. Il est encore très incomplet et trop imprécis. Des camarades le trouvent trop « utopiste », d'autres au contraire lui reprochent d'être trop « modéré », voire « réformiste ». On a, par exemple, reproché à l'article sur l'école de rester au niveau des principes ; des camarades ont regretté l'absence d'un article sur la monnaie, etc... Ce texte n'a pas à être parfait : ce n'est pas un programme de gouvernement, encore moins un exposé doctrinal. C'est un moyen, pour la réflexion et l'imagination collectives. Il est fait pour être complété, transformé, voire abandonné, au cours de la campagne, selon le travail d'agitation, les expériences et les initiatives des groupes de base.

Les idées qu'il contient sont celles que devraient défendre tout candidat se réclamant du socialisme : elles servent pour nous autant de thèmes d'agitation et de propagande à l'occasion de la campagne électorale. Mais il ne s'agit pas seulement de faire des affiches et des tracts. La campagne pour la « Commune vivante » doit nous permettre, selon les préoccupations, les initiatives possibles, les secteurs de travail des différents groupes qui y participent, d'affirmer par des actes les idées dont nous nous réclamons : crèches sauvages, occupation d'immeubles neufs, organisations d'activités pour les enfants du type « jeux sauvages », « expériences » de transports gratuits, etc. (ceci n'étant bien sûr pas exclusif d'actions plus vastes, manifestations et fêtes populaires).

Toutes ces formes d'action doivent être prises en charge par les groupes de base de nature diverse (Comités d'usagers des transports, comités de locataires, groupes « Secours Rouge », comités d'action, groupes révolutionnaires divers, qui accepteront de reconvenir tout ou partie de leurs activités pendant la durée de la campagne, ainsi que tous les groupes qui s'organiseraient pour la campagne elle-même).

L'ensemble de ces activités entrant dans le cadre de la campagne et réalisées tant à l'échelon local que de manière coordonnée pour plusieurs groupes se feront sous le titre : « Commune vivante » (label provisoire proposé, si certains trouvent mieux...).

POUR UNE NOUVELLE COMMUNE

Le peuple travailleur de Paris et de sa banlieue, proclame la fondation de la Commune de Paris. Les délégués des conseils de quartier constitués en assemblée de la Commune, seul pouvoir souverain, décrètent :

ARTICLE PREMIER :

Les anciennes autorités de tutelle, faites pour opprimer le peuple de Paris, sont abolies : préfecture de police, préfecture de Paris, mairies d'arrondissements et conseil dit municipal. Leurs ramifications multiples : commissariats, agences, justice de paix, tribunaux, etc., sont également dissoutes et leur personnel prié de se présenter d'urgence au nouveau service de l'emploi relevant des conseils élus de quartier ou de la Commune.

ARTICLE II :

La Commune proclame que deux principes gouverneront à l'avenir les affaires municipales :

- la gestion populaire de tous les outils de la vie collective ;
- la gratuité de tout ce qui est nécessaire et de tous les services publics.

ARTICLE III :

Le pouvoir est exercé, dans le cadre des principes détaillés ci-dessous, par les CONSEILS ELUS DE QUARTIER. Sont électeurs et éligibles à ces conseils de quartier l'ensemble des personnes y habitant ayant plus de 16 ans. Les anciennes discriminations contre les jeunes, les proscrits, les étrangers, sont abolies.

ARTICLE IV :

Concernant L'HABITAT, les mesures suivantes sont prises :

- expropriation générale des sols et communalisation de celui-ci, réquisition des résidences secondaires et des appartements insuffisamment occupés.
- les professions de promoteurs, agents immobiliers et autres profiteurs de la détresse générale sont interdites.
- les services communaux de l'Habitat travailleront dans l'optique de redonner vraiment à l'agglomération parisienne son caractère travailleurs et populaire. L'orientation capitaliste visant à faire de Paris une ville bourgeoise, ville de cadres et de riches, sera combattue par tous les moyens appropriés.
- Notamment, les logements seront réservés par priorité décroissante, dans l'ordre qui suit :

- 1) les ouvriers et autres travailleurs travaillant dans le quartier ou ses environs ;
- 2) les anciens-habitants du lieu, expulsés à la suite d'opérations immobilières ;
- 3) les habitants des bidonvilles ;
- 4) les autres ouvriers, employés, étudiants ou artistes ;
- 5) le reste de la population.

- Chaque logement comportera au moins une pièce par habitant logé.
- Dans chaque immeuble de plus de trois étages, un étage sera d'usage collectif (salle de réunion, crèche, atelier d'expression, bibliothèque...) son aménagement et sa gestion seront assurés collectivement par les habitants de l'immeuble réunis en assemblée.

ARTICLE V :

Concernant les TRANSPORTS, les mesures suivantes sont prises :

- le métro, les autobus, les trains de banlieue et autres moyens de transports publics sont gratuits et de libre accès ;
- l'usage des voitures particulières est interdit sur tout le territoire parisien à l'exception des voitures de pompiers, des ambulances et des voitures de livraison ;
- les livraisons pourront s'effectuer librement chaque jour entre 8 h et 11 h du matin. Pour le transport des bagages et des colis individuels, un service communal de taxis-radio est créé ;
- la Commune met à la disposition des habitants de Paris un million de bicyclettes dont l'usage est libre mais qui ne pourront quitter le territoire de Paris et de sa banlieue.

ARTICLE VI :

Concernant les SERVICES SOCIAUX, les mesures suivantes sont prises :

- tous les services sociaux sont sous le contrôle des comités de quartier et gérés paritairement par les habitants du quartier et les travailleurs de ces services ;
- les visites, consultations, soins médicaux et médicaments sont gratuits. Les médecins, dentistes, etc., exercent en groupe dans des cabinets de ville, dispensaires de quartiers et hôpitaux communaux. « L'Ordre des médecins » est dissous de même qu'est supprimé le caractère libéral de la profession médicale ;
- les hôpitaux seront multipliés particulièrement en banlieue et cesseront d'être des casernes et des usines à malades ;
- Les crèches sont ouvertes en nombre suffisant le soir. Les anciennes discriminations entre hommes et femmes y sont abolies.

ARTICLE VII :

La Commune proclame l'amnistie générale et l'abolition de la peine de mort et déclare que son action est fondée sur les principes suivants :

- Dissolution de la police municipale dite police parisienne ;
- dissolution des services dits renseignements généraux, DST, etc. ;

- dissolution de l'ordre des avocats, du barreau de Paris et prohibition des professions malhonnêtes engendrées par le fonctionnement véreux de l'ancien appareil judiciaire : avoués, huissiers, greffiers, juges nommés, etc. ;
- dissolution des tribunaux et cours d'appel diverses. Transformation du palais de justice, situé dans l'île de la Cité, en un vaste lieu d'attraction et de divertissement pour enfants de tous âges ;
- fixation d'un jour de fête populaire où seront brûlés en grande pompe, place de la Concorde, les archives policières de tous ordres qui auraient survécu à la tourmente.

- Dans chacun des quartiers de Paris, fonctionne une milice communale composée à tour de rôle par tous les citoyens, hommes et femmes, âgés de plus de 15 ans et de moins de 60 ans, habitant le quartier. L'effectif de cette milice permanente est fixé par le conseil de quartier. Ses commandants, également désignés pour des périodes de temps limitées, sont désignés d'un commun accord entre les membres de la milice et les conseils de quartier.

- L'assemblée de la Commune mettra en place une garde communale chargée pour tout ce qui ne concernera pas les milices de quartier, d'exécuter et de faire exécuter les décrets de la Commune. Nul ne pourra plus de trois ans, faire partie de la garde communale ;
- Sont, dans tous les cas, abolis les délits d'opinion, les délits de presse et les diverses formes de censure : politique, morale, religieuses, etc.
- Paris est proclamée terre d'asile et ouverte à tout révolutionnaire étranger pourchassé pour ses idées et ses actions.

- Dans chaque quartier, sont élus — en même temps que le conseil de quartier — deux tribunaux : le tribunal populaire civil, qui siège en permanence et a pour objet de servir de médiateur entre deux personnes ou groupements opposés. Le tribunal populaire pénal, qui sanctionne les actes contraires aux décrets de la commune.
- Le conseil de quartier a le droit de démettre un membre du tribunal populaire ; il est alors procédé à une confrontation publique et à une nouvelle élection.

- Nul ne peut se présenter deux fois de suite à l'élection pour devenir juge, sauf en cas de révocation.
- L'ancienne procédure, longue, ruineuse et tortueuse est abolie. Chacun peut se défendre lui-même ou se faire assister s'il le souhaite.
- Nul ne sera détenu avant sa condamnation.

ARTICLE VIII :

Concernant l'URBANISME de Paris et de sa banlieue, considérablement simplifié par les mesures précédentes, les décisions suivantes sont prises :

- arrêt immédiat de toutes les opérations de destruction de Paris : voies rapides, parkings souterrains, etc. ;
- création de services communaux chargés d'embellir la ville en

créant et en entretenant des parterres de fleurs, partout où la stupidité de l'urbanisme de l'automobile « avait amené la solitude, la grisâtre et l'inhabituel ;

- démolition immédiate de l'horreur dite « Sacré-Cœur » que la bourgeoisie versaillaise avait élevée en expiation des crimes de la Commune ;

- dans chaque quartier, il sera créé un ou plusieurs centres dit « centres de petits métiers » où pourront se regrouper les artisans de diverses professions qui, en permanence sur appel téléphonique, répondront à toute demande de réparation ou de menus travaux à domicile ;

- tout service qui aura reçu le label de « service public », maintiendra ses bureaux d'accueil ouverts en permanence de 8 h à 20 h. Les travailleurs de ces services seront astreints comme les autres à ne pas travailler plus de 30 h par semaine ;

- dans chaque quartier, il sera construit au plus vite un centre public, comportant des salles de différentes dimensions, où pourront se tenir les diverses réunions et manifestations qui ne pourraient être contenues dans les salles collectives prévues à cet effet dans chaque immeuble de trois étages et plus ;

- l'usage domestique, (c'est-à-dire non industriel et commercial) de l'eau, du gaz, de l'électricité et du téléphone est assuré gratuitement à chaque habitation ; les compteurs sont supprimés et leurs relevés convertis dans des activités plus utiles ;

- les grilles noires ceinturant les différents squares et parcs de Paris et de sa banlieue seront abattues. Les parcs seront désormais de plein-pied avec les trottoirs ;

- la libre expression des idées et sentiments sur les murs de Paris sera encouragée et non plus réprimée ;



Municipales sauvages à Rodez

A l'occasion de tout le bruit qui est fait autour des élections municipales du printemps prochain, nous allons essayer de reposer les problèmes à notre façon et reprendre la parole.

Ce serait bien, si parmi tous les mots et toutes les tractations que vont faire les bourgeois, nous réussissions à créer un mouvement avec les gens. Nous ne voulons pas seulement dénoncer la « Maison des Jeunes et de la Culture », outil de prestige coûtant plus de 500 millions et complètement isolée.

Nous entendons faire partout à travers la ville des actions touchant la vie quotidienne de chacun à Rodez (travail, transport, logement, santé, loisirs...).

Nous entendons montrer pourquoi il est inutile de présenter une liste, pourquoi il est impossible de gérer une municipalité de façon socialiste, dans notre société, pourquoi, dans la situation actuelle, le vote est un jeu qui sert le pouvoir.

Il y a des gens qui ne votent plus, désabusés, des gens qui ne votent pas et qui font partie du système de production : des millions de travailleurs immigrés, de plus en plus nombreux (automobile, sidérurgie, services...), les jeunes de moins de 21 ans. D'autres votent comme ça, sans illusions.

Ces gens trouveront les idées, les initiatives pour le travail à faire sur ce qui les touche... et nous aimerions avoir des suggestions.

DES CAMARADES DE RODEZ.

ARTICLE IX :

Concernant la PRODUCTION, la Commune affirme les principes suivants :

- 1) « Plus d'exploiteurs, plus d'exploités ». Toutes les entreprises privées (usines, grands magasins, etc...) sont expropriées et leurs biens remis à la collectivité. Les sièges sociaux et directions des entreprises sont transférées sur les lieux de production.

- 2) La division entre travail manuel et travail intellectuel doit être effacée : dès maintenant, les travailleurs exerçant des tâches à prédominance intellectuelle (direction, gestion, conception, recherche, etc...) seront affectés périodiquement à des tâches manuelles. De la même manière, les personnels des administrations et services communaux effectueront régulièrement un séjour aux champs ou à l'usine.

- 3) Toutes les unités de production sont gérées par les travailleurs dans leur ensemble, et directement par les travailleurs de l'entreprise en ce qui concerne l'organisation du travail, la répartition des tâches, etc...

- 4) L'organisation hiérarchique de la production est abolie ; les différentes catégories de travailleurs doivent se résorber et la rotation des postes de travail se développer. La formation permanente et réciproque des travailleurs est assurée sur les lieux et pendant les heures de travail. Elle doit en outre permettre un contrôle effectif par les travailleurs de la gestion à tous les niveaux.

- 5) L'organisation nouvelle de la production doit tendre à assurer la gratuité maximum de tout ce qui est nécessaire et à diminuer le temps de travail. Le gaspillage et les parasites « professionnels » doivent être combattus. Dès maintenant, sont supprimées les fonctions de contremaître, chronométrateurs, psychotechniciens, surveillants en tous genres, assistantes sociales, tous les services des entreprises de relations sociales, humaines, publiques, d'organisation du travail, de marketing, de publicité, de location de personnel, etc...

ARTICLE X :

Les travailleurs de plus de 55 ans qui désirent restreindre ou suspendre leur activité professionnelle ont droit au maintien intégral de leurs moyens d'existence. Cette limite d'âge sera abaissée pour les travailleurs précédemment occupés

par le capitalisme à des travaux particulièrement pénibles.

ARTICLE XI :

Concernant l'ECOLE, la Commune décrète : « plus de cancrs, plus de bons élèves ». L'école « anti-chambre de la caserne », est abolie. Les enfants se retrouveront dans leur maison ouverte sur la ville et le monde extérieur. La seule fonction est de les rendre heureux et créatifs. Les enfants décident de son architecture, de l'organisation des journées, de ce qu'ils veulent apprendre. Le professeur d'autrefois n'existe plus ; personne n'a le monopole de l'éducation puisqu'elle n'est plus conçue comme la transmission d'un savoir livresque mais comme la transmission des compétences professionnelles (multiples) de chacun.

L'école ne sert plus à produire des citoyens dociles ; sont supprimées la hiérarchie, l'autorité, l'appropriation du savoir par quelques-uns. La suppression de la division entre travail manuel et intellectuel dès l'école prépare « chaque ouvrier, chaque homme occupé à un travail physique à écrire un livre sans quitter son établi. »

ARTICLE XII :

La famille de Monsieur Pompidou, cellule indispensable au maintien du capitalisme, n'existe plus. La soumission des enfants et de la femme à l'autorité du père qui préparait la soumission de chacun à l'autorité du chef est morte.

Le couple se constitue librement sur la seule recherche de la jouissance.

La propriété privée y est abolie. La femme n'est plus une poudeuse. Non, Monsieur Pompidou, nous ne peuplerons par la France de 100 millions de marmots dociles.

La Commune proclame la liberté de la naissance : droit à l'information sexuelle dès l'enfance, droit à l'avortement, droit à la contraception.

Les enfants ne sont plus la propriété de leurs parents. Ils vivent ensemble dans leur maison (l'école) et gèrent leur propre vie.

ARTICLE XIII :

La Commune décrète : tous les biens de consommation dont la production de masse peut être réalisée immédiatement, sont distribués gratuitement ; ils sont mis à la disposition de tous dans les marchés de la Commune.

Des groupes de travail se sont déjà formés :

- sur un montage audiovisuel à projeter sur la Commune aujourd'hui ;
- sur le théâtre dans la rue ;
- sur les entreprises ;
- sur les transports et les logements ;
- sur l'enseignement ;
- sur le mouvement culturel populaire de la Commune.

Ces groupes préparent des textes et l'agitation pour l'anniversaire de la Commune. Pour tous renseignements, écrire au journal, ou téléphoner à 707-49-57.

Assemblée générale sur « la Commune vivante », vendredi 26 février, 20 h - Ecole des Beaux-Arts, rue Bonaparte, Paris-VI. Métro St-Germain-des-Prés.

La Commune vivante

23 avril 1871

On s'est emparé de la ville telle qu'elle existe : la rue, les transports en commun, les cafés... c'est les rapports entre les gens qui ont changé... ici des soldats et des femmes font la lessive dans la fontaine de la place Pigalle.

FAULQUEMONT

NOUS IRONS JUSQU'AU BOUT

JUSQU'AU BOUT ?

Ce qui frappe d'abord c'est qu'on se trouve en présence d'un mouvement de masse apparemment canalisé, dompté, docile, aux directives des appareils syndicaux. Pas de traces, semble-t-il, de la France sauvage. Ce qu'on voit c'est plutôt l'image de marque du P.C., la grande force tranquille des luttes grises comme le paysage environnant. C'est qu'ici beaucoup sont sur la défensive, sceptiques, désabusés.

Pourtant, surtout, il y a Faulquemont où la question du moment c'est la vie ou la mort, le sural est terminé, mille mineurs seront licenciés en 1971. Là on n'a plus rien à perdre, pas d'alternative, il faut vaincre pour vivre. Aussi à Faulquemont on a commencé à établir le rapport de force en décembre par la séquestration de trois ingénieurs au fond du puits. Mais les syndicats, C.G.T. en tête, ont calmé les trouzes.

Ca n'a pas suffi et depuis le 4 février, à nouveau, Faulquemont est en grève avec occupation du puits et occupation en force du luxueux siège des Houillères à Merlebach. C'est la résolution de ceux de Faulquemont qui a entraîné l'ensemble du bassin dans la lutte. La voie, l'issue, c'est s'appuyer sur F... se battre jusqu'au bout pour F... avant-garde du mouvement. Cette idée, c'est celle qu'a exprimée Bastian, délégué C.F.D.T., au meeting de lundi.

« Nous irons jusqu'au bout, il est im-



BASTIAN, C.F.D.T.
pensable que l'on rebrenne avant satisfaction. » Mais, fait significatif, Bastian n'est intervenu qu'à la suite de la pression des travailleurs les plus combattifs qui l'ont réclamé au micro alors que le Comité intersyndical et le Comité de défense du bassin où se côtoient la racaille gaulliste et les notables du P.C.F. l'avaient interdit de parole et se permirent même d'écourter son intervention.

DISCIPLINE ET DIGNITE

L'objectif de la C.G.T. est de liquider au moindre coût le bassin de résistance de F... Impuissant à éviter la grève, et le mouvement de solidarité, Maurer, dont le crédit chez les mineurs remonte aux grèves de 1947 et 1953, ne cache pas ses intentions. Il se propose de noyer F... dans un mouvement de grande ampleur touchant l'ensemble des mineurs de charbon. Les Cévennes, la Loire sont dans le mouvement. On prépare l'entrée du Nord et du Pas-de-Calais. Mais en même temps on met le mouvement de masse au service de négociations nationales à l'échelle gouvernementale, réclamées dès lundi. Là on se connaît, bureaucraties, technocrates autour du tapis vert style Grenelle, on apportera quelques augmentations salariales en plus de l'accord 71, quelques promesses de longue vie pour le charbon « national ». Ainsi le tour serait joué. La P.C. gagnerait quelques milliers de voix aux municipales, la bourgeoisie poursuivrait sa politique de liquidation et F... isolé, n'aurait plus qu'à crever, héroïque dans son coin sans autre issue que le recours ultime à la violence.

Les choses peuvent même aller plus vite. Dès dimanche et à nouveau mardi, la C.F.T.C., la C.G.C. et F.O. trouvaient intéressantes les scandaleuses propositions des Houillères (sursis prolongé d'un an pour F...). A partir de là, on peut s'attendre à voir la C.G.T. mettre de l'eau dans son vin pour préserver la sacro sainte unité ouvriers-employés-cadres (1). Dès lundi après-midi, au meeting de Merlebach, les éléments de trahison ont été avancés. On a d'abord fait l'éloge de la soumission, du bon ordre. Ainsi le délégué F.O. : « La discipline est la force principale des mineurs, la garantie de l'ordre et de l'unité. Gare aux provocateurs. Toute exaction, tout abus nous feraient perdre la confiance de la population. »

C.F.T.C. : « La dignité et la force morale qu'ont manifestés les mineurs en restant dans le cadre d'une responsabilité profonde en évitant tout débordement. »

Maurer (C.G.T.) : « Pour la défense de l'intérêt national menacé par la liquidation de NOS Houillères nationales. »

Mais là où cela ne marche plus, c'est lorsqu'on voit de tels rappels



FAULQUEMONT DERNIERE HEURE

Dès jeudi, la C.G.T., suivie par la C.F.D.T. du bassin poussait à la reprise en prétextant l'isolement. Dès lors, c'est Faulquemont qui est isolé, seul à résister. Les locaux de la direction sont évacués. C'est un point essentiel du rapport de force qui est perdu. Le retour à Faulquemont, c'est le repli qui sent le cercueil.

Jusqu'au bout ? pour l'instant, ci-gît Faulquemont trahi.



LE PATRON

dit on ne peut pas dire qu'à la C.F.D.T. on libère l'initiative des masses, preuve ce que déclarent les militants de base : « Ce qu'on fera ? Eh bien ce que décideront les chefs, d'ailleurs c'est normal, c'est partout comme ça. Si la C.F.D.T. est la fraction dure du Front Syndical, c'est qu'elle représente surtout les jeunes de moins de 30 ans, minoritaires dans les Houillères, ceux qu'on appelle ici les Cohn Bendit.

O JEUNESSE ENNEMIE !

L'opposition combattivité-scepticisme recoupe pour l'essentiel l'opposition jeunes-vieux. Il faut dire que dans les Houillères on est vieux après 30 ans, ça veut dire déjà près de 15 ans de fond, ça veut dire qu'on est vieillissant physiquement par la silicose qui fait son chemin, ça veut dire qu'on a mal vieillit syndicalement avec des luttes dures, souvent violentes, à l'issue douteuse, 4 en 47 et 53 pour les vieux, 63 pour les autres. Ça veut dire qu'on est vieux idéologiquement, dans sa tête : avec le culte du travail bien fait, du rendement élevé, avec le poids de la structure familiale, des traditions cléricales, avec l'empreinte de la discipline à l'allemande qu'on a connue ici par deux fois depuis un siècle et pour plus de 50 ans.

Mais les jeunes eux ne veulent pas, ne peuvent pas s'habituer à la crasse, à la pollution, à la misère morale, au brouillard, au grisou qui attend, ils en ont ras le bol de l'horizon familial, de la soumission, de la perspective du terril des 960 mètres de fond, du soleil crasseux.

Alors, la différence c'est, ici, aussi, pour commencer les cheveux longs, les fringues colorées, c'est osé ne pas écouter le con de F.O. qui, découverte des découvertes, nous apprend « que la situation est difficile ! Mais le problème c'est qu'alors un mineur de 40 ans, l'air crevé, le cheveu rare, bon père de famille et bon époux, qui est là avec sa femme et ses gosses, se croit obligé de jouer les flics. Aux jeunes chevelus, il dit : les jeunes ça vous intéresse pas, alors fermez là ou tirez-vous ». Et les jeunes s'écrasent. Les faits sont durs, c'est sur ces gars vieillissants, inquiets et disciplinés que s'appuie la C.G.T. et la C.F.T.C.

Pourtant, merde, camarade mineur, regarde les choses en face, regarde toi après 25 ans de mine, avec la silicose comme cadeau trois longues grèves qui te pèsent dans les jambes, mais aussi une certaine expérience de la violence répressive, et aujourd'hui

le dos au mur. Et alors tu écoutes Maurer te parler d'intérêt national et te féliciter pour ce haut rendement qu'a bouffé tes poumons. L'ennemi, ça n'est pas le jeune qui veut que ça change maintenant, l'ennemi c'est les patrons, c'est les patrons et leurs copains, les cadres qui s'empressent pour 24 000 F portés sur les frais généraux pendant que toi tu bouffes la poussière avant de bouffer les pissenlits par la racine avec l'âge. L'ennemi ce sont aussi les bureaucrates syndicaux auxquels la bourgeoisie a accordé un fauteuil permanent et qui négocient sur ton dos, oublieux de leur séjour, jadis, au fond du puits.

Car comme tu l'as appris en occupant les bureaux c'est toujours toi que le patron baise.

Plus ça va et plus il est clair qu'il faut d'abord que tu reconnaisses que depuis 25 ans tu te fais avoir, mais qu'ensuite, comme tu l'as écrit sur le cercueil du patron, « qui abandonne, perd l'espoir de vaincre ». Les jeunes, eux, ne peuvent abandonner, ils veulent abattre ce monde pourri, glacé, ils sont déterminés à vaincre, ils ont la rage de vivre.

Alors où est l'espoir en Lorraine, sinon dans la rage à vaincre de Faulquemont prêt à répondre au tocsin contre les flics jusqu'au bout, jusqu'à la victoire.

En Lorraine, l'espoir s'appelle Faulquemont.

1) Mercredi 10, C.G.C., F.O., C.F.T.C. trahissent le mouvement, comme prévu, ils bradent Faulquemont pour un an de sursis accordé par les Houillères. La C.G.T. qui sait que qui veut voyager loin trahit lentement, appelle à la poursuite de la lutte à Faulquemont. Les mineurs de Faulquemont ne sont pas dupes des manœuvres syndicales. UNANIMES, ils continuent le combat.

2) L'occupation du siège de Merlebach a permis de belles découvertes dans les bureaux de la direction. D'abord des rapports sur l'avenir de Faulquemont, présentés comme très bon en 69 et puis des photos pornos, des capotes anglaises et une magnifique note de frais généraux pour réception de 2 millions 400 000 AF (3 500 bouteilles de Riesling, des centaines de paquets de cigarettes et de cigares, etc.).

En Lorraine, on est puritains. Alors, quand on est frustrés toute la journée, découvrir ça donne l'impression de s'être privés pour RIEN.

EXCLUSIF

LA CGT A TOUT !

LE PROJET DES CONTRATS DE SÉQUESTRATION

Commission Exécutive Confédérale
Comité directeur permanent
Département Répression
Bureau des projets
Divisions Séquestrations
Le sous-délégué.

Messieurs,
Devant le développement d'une vague de séquestrations dont il ne semble pas pour l'instant que l'on puisse prévoir qu'elle doive se terminer bientôt, la Commission exécutive confédérale, comité direc-

teur permanent nous charge de vous communiquer le projet ci-joint à titre d'information, la Vie Ouvrière se vendant de moins en moins, et destiné à prévoir enfin de véritables structures à des postes ou actions dont l'imprévisibilité et l'irrationalité ne pouvait que nuire à la bonne réputation de notre classe tout en comportant des risques pour tous.

Pour le sous-délégué
G. Ségué.

ARTICLE PREMIER. — Les contrats de séquestration sont destinés à codifier les formalités habituelles de séquestration des cadres, agents de maîtrise, directeurs, agents de la force publique et assimilés, fonctionnaires et diplomates de haut rang de toutes sortes.

Art. 2. — Il est conclu entre les deux parties que la séquestration est un acte illégal, donc indigne de la classe ouvrière, et qu'il ne doit être employé qu'en cas de révolte dûment motivée et certifiée par le ou les syndicats en présence sur les lieux.

Art. 3. — La clause prévue à l'article 2 n'empêche pas les syndicats susnommés de dénoncer les participants tout comme les autorités patronales ou autres d'engager toute poursuite judiciaire ou autre contre eux.

Art. 4. — Préavis de séquestration. La colère ne pouvant suffire à tout expliquer et pour éviter aux futurs séquestrés des dérangements professionnels ou familiaux, la séquestration-surprise est interdite ; il sera donc déposé un préavis de séquestration dans des délais de 28 jours ouvrables pour les fonctionnaires et cadres moyens, de 6 mois pour les cadres supérieurs, directeurs et ambassadeurs.

Le non respect de cette clause entraînerait la nullité de la séquestration.

Art. 5. — Violences et voies de fait. Au cas où les séquestrateurs se verraient entraînés à des sévices contre les séquestrés en puissance (« intransigeance patronale voire gouvernementale » certifiée conforme, autoritarisme de supérieurs ou simple mauvaise humeur) ceux-ci sont tenus de respecter les règles suivantes :

- pas ou peu de coup au dessous de la ceinture ;
- pas de projectiles d'un diamètre de plus de 75 mm, à moins d'une dérogation spéciale ;
- ne jamais frapper les premiers à moins d'y avoir été expressément invités soit par l'attitude des partenaires sociaux, soit par légitime défense, soit pour toute autre cause ;
- il sera tenu un compte rigoureux des injures réglementaires et crachats et colorations artificielles diverses.

Art. 6. — Les séquestrés n'étant, bien entendu, pas considérés comme des prisonniers politiques, ils auront les mêmes droits que les prisonniers dits de droit commun.

Art. 7. — Durée, régime et fin des séquestrations. En attendant la mise en place d'une véritable échelle mobile des séquestrations, on s'en tiendra aux formalités ci-dessus faute de quoi une séquestration ne serait plus conforme et donc déclarée « sauvage ».

Séquestrations de quelques heures.

- Pas de remarques particulières bien qu'il soit recommandé aux séquestrateurs de rester calmes et de conserver leur sang-froid jusqu'à l'arrivée éventuelle des renforts de police.

De six heures à six mois et au-dessus.

- Il faut nourrir les gens et leur permettre d'aller aux cabinets et chez le coiffeur.
- Sauf avis contraire, on peut alors avoir affaire à une provocation délibérée qui sera donc dénoncée comme telle. Tous les moyens seront donc utilisés par les deux parties pour mettre fin à cet état de fait qui nuit à la réputation de la classe ouvrière et peut présenter de graves dangers pour ceux qui le subissent en même temps qu'ils troublent l'ordre public et sont une entrave inacceptable à la hiérarchie sociale, base et sommet d'une société civilisée.

Art. 15. — Un bon tiens vaut mieux que deux tu l'auras.

RENAULT - BILLANCOURT

Le vendredi 22 janvier, la direction a provoqué avec des paies volées (— 100 F par paye). Immédiatement la sellerie (un atelier de l'île Seguin) riposte, arrive à entraîner jusqu'à 2 000 camarades, casse des voitures, un peu de terre sur certains petits chefs. Nous sommes devenus des hommes, disent les camarades de l'équipe B. C'est toute l'humiliation quotidienne et le racisme qui étaient battus. La terre changeait de camp, c'est si vrai qu'ils nous ont payé deux heures pour ne pas travailler et pour qu'on parte.

Ça c'était bien ; beaucoup de camarades comprennent qu'ils peuvent beaucoup à condition de n'attendre personne qu'eux-mêmes pour agir. La manifestation devient un lieu d'organisation qui permet de rassembler tout le monde mille fois mieux que les délégués ; les discussions font apparaître entre nous une vraie démocratie.

Et puis ça va se dégrader. Une double tactique combinée va être employée : répression patronale et manœuvres syndicales :

I. Deux camarades licenciés (avant même d'avoir rejoint leur atelier), treize mises à pied le 25 janvier.

II. Le lundi, la démagogie de la C.G.T. : grève générale illimitée. Vieille tactique : noyer en élargissant prématurément.

On lance un mot d'ordre tellement gros (sans rien faire pratiquement pour l'appliquer) qu'on est sûr qu'il ne peut pas être suivi. Rien sur les licenciés. RIEN. Toute la semaine, la C.G.T. va isoler la sellerie, isoler l'équipe B du reste de l'usine et, enfin, lancer une lutte bidon le vendredi 29 janvier ; on sait que ça ne risque pas de repartir le lundi, il y a le week-end entre-temps, c'est en fin de poste pour qu'on rentre se coucher avec une belle manif traîne-savate à la clef.

Parlons-en de ce vendredi.

La C.G.T. veut nous faire croire que les gars qui se sont rassemblés dans l'île voulaient une grève de 4 heures seulement, alors que le matin même, ce syndicat proposait une grève illimitée et l'occupation de l'usine si les négociations avec le patron échouaient.

Quand on a voulu en réparer, les balaises de la C.G.T. nous ont empêché d'utiliser la sono. Alors, comme d'habitude, on a fait une manif-promenade. Pas mal de camarades gueulaient : « Réintégrer les licenciés » et les permanents étouffaient en scandant plus fort : « Augmentation des salaires ».

A la place Bir-Hakeim, devant la direction on a voulu que les licenciés prennent la parole ; encore une fois la C.G.T. les en a empêchés. Nouvelle manif traîne-savate en beuglant Bêê, bien

encadrée par le service d'ordre, puis dispersion salope devant la cantine : tous à la bouffe. Une heure plus tard, deux cents ouvriers discutaient encore sur la place Nationale, ils analysaient le rôle pourri des syndicats :

— BEAUCOUP SE SONT DEMANDES : Pourquoi les syndicats ont attendu huit jours pour réagir ? Pourquoi la C.G.T. n'a jamais parlé de la réintégration des licenciés ? Pourquoi ne voulait-elle pas débrayer lundi soir disant pour sauver les primes de production et l'oublier huit jours après ? Pourquoi tout cela, alors que les gars de la sellerie ont débrayé dès le début et seuls ?

— ET D'AUTRES NOMBREUX QUI L'AVAIENT DÉJÀ COMPRIS ONT REFUSÉ DE DÉBRAYER DANS CES CONDITIONS. Notamment dans l'île Seguin.

QUELLES LEÇONS EN TIRE-T-ON ?

Quand les premières voitures esquivées sont arrivées, la plupart des ateliers ont débrayé seuls, sans attendre les directives des syndicats. Nos discussions entre nous se sont organisées. Quand nous avons manifesté, les gars sur notre passage lâchaient leur boulot pour venir nous rejoindre. Ça, c'est positif. Une lutte autonome des ouvriers fait très peur à la direction et à ses chiens de garde, la C.G.T. et autres...

Ils savaient que dans un mois il serait trop tard pour nous arrêter ; ils ont voulu faire avorter le mouvement tout de suite. En gros ils ont gagné : les camarades sont écourés, on a paumé du fric. Mais le patronat a montré que : l'organisation autonome des ouvriers, c'est notre seul moyen de nous battre sérieusement, et QU'ON DOIT SY METTRE SANS LES SYNDICATS.

— Qu'on doit se donner les moyens de vaincre. Briser la répression, laisser un seul de nos frères vidé, c'est déjà perdre. Avec le SECOURS ROUGE il faut s'organiser pour ça, par atelier.

— Développer à tout prix les formes d'assemblée générale, que chacun puisse s'exprimer, se prononcer sur la lutte, avancer des objectifs tels que : pas d'augmentation hiérarchisée, vidage des petits chefs fascistes, fixation des cadences nous-mêmes...

— Organiser des groupes par chaîne et par atelier, et se coordonner en préparant l'Assemblée générale des révoltés de l'usine qui ne veut plus de la C.G.T. qui nous prend pour des moutons.

Leur dernière force à la C.G.T., c'est leur organisation, l'utilisation des divisions et du racisme, l'utilisation de la division entre l'île et le reste de l'usine. C'est tout cela qu'il faut briser. Si la démocratie ouvrière s'épanouit la lutte s'épanouira !

A trois jours du débrayage qui devait avoir lieu mardi, nous n'étions pas prêts. Les camarades ouvriers nous ont dit : il faut pousser, il faut que l'intervention par le intérieur, l'équipe extérieure doit apparaître comme un soutien à l'intervention interne. Nous avons fait un tract avec les copains ouvriers. C'était un appel à la lutte, avec un mot d'ordre qui a été bien compris : « Tous dans la lutte, la lutte pour tous », qui posait la revendication centrale pour le mouvement : une lutte unifiée pour toute l'usine, l'unité et la démocratie ouvrières combinées.

En même temps que le tract du matin, on a donné un tract à diffuser à l'intérieur de l'usine par les camarades, des drapeaux aussi à rentrer sous les vestes. On a appelé à l'assemblée ouvrière, à la lutte. Surtout, dès le début du débrayage, les camarades de l'intérieur ont été immédiatement actifs. Il y a eu un grand défilé de 2 000 gars. Dans le défilé, le drapeau rouge a servi de signe de ralliement à la gauche ouvrière de l'usine.

Les maos avec nous

Quand on parle de gauche ouvrière à l'usine, on veut dire des éléments internes non-groupusculaires qui représentent vraiment dans l'usine la gauche révolutionnaire. Progressivement, il y a eu un groupe de trois à quatre cents gars qui se sont unifiés, non pas politiquement, mais dans leur attitude politique, des gars qui voulaient une lutte dure ! Alors, comme quatre heures c'est long, ils sont sortis devant l'usine avant que l'équipe du soir rentre. L'équipe extérieure avait décidé de ne pas venir trop tôt car les camarades de l'usine voulaient que la lutte parte de l'intérieur. Il y a juste une voiture qui n'avait pas été prévue et qui est arrivée trop tôt. Quand elle est arrivée sur l'esplanade, les gars de l'usine ont crié : « Les maos avec nous, venez dans les piquets de grève ! Ils criaient « Tous en grève », et ils ont commencé à fermer les grilles, en poussant un peu les gardiens. L'équipe du soir qui arrivait était bloquée devant. A ce moment-là, il y a eu un flottement. La maîtrise a fait ouvrir les portes des gardiens pour que les ouvriers les moins déterminés de l'équipe du soir puissent rentrer. Un piquet s'est formé spontanément, cent à cent cinquante gars y sont allés et ont refoulé ceux qui voulaient rentrer. La situation était très bonne. Là, je crois qu'on a fait une erreur : personne n'a osé prendre la parole pour appeler l'équipe du soir à se mettre en grève immédiatement.

(1) Les syndicats ont donc organisé leur manœuvre. Et c'est un syndicaliste C.F.D.T. le plus connu de la C.F.D.T. qui a démissionné, provoqué flottement et incision en disant à peu près : « Il faut de la « démocratie », que chacun se décide en son âme et conscience, et pour cela, ouvrez les portes. » Pas d'assemblée ouvrière, pas de vote après explication de la situation. Alors presque tout le monde est rentré travailler sauf un petit groupe qui est parti défilé dans les ateliers pendant deux heures, maintenant élève l'esprit de lutte dans l'équipe du soir.

Puis, il y a eu l'heure du débrayage syndical à 18 h 36. L'équipe extérieure est intervenue à ce moment-là avec un tract nouveau expliquant ce qui s'était passé le matin. Beaucoup de gars se sont mis à discuter de notre tract, qui expliquait les obstacles à l'unité ouvrière, et montrait pourquoi il était juste de lutter pour imposer une assemblée ouvrière, afin que ce soit les ouvriers qui décident eux-mêmes, les deux équipes ensemble. L'équipe du soir qui était en grève à ce moment-là est restée dans l'usine, beaucoup parce qu'ils n'avaient pas de cars pour les ramener à la maison. Ils sont allés au self, peu sont venus au meeting syndical. A ce meeting, la C.G.T. a dit : « les gars profitez-en pour vous reposer, rentrez chez vous. »

La C.F.D.T., est intervenue pour l'assemblée ouvrière. Elle proposait une assemblée ouvrière le lendemain avec une heure de débrayage à la fin de la première équipe, une autre au début de la seconde pour que les ouvriers puissent se rencontrer.

Délégués des ouvriers ou délégués des syndicats

Nous, on avait dénoncé l'attitude du responsable C.F.D.T., mais en n'attaquant pas la C.F.D.T. comme ennemi. On tenait compte que dans la C.F.D.T., il y a plein d'éléments, jeunes, dynamiques, combattifs, qui veulent servir la lutte des ouvriers. Ça nous a permis de poser le problème délégués des ouvriers ou délégués des syndicats. Le tract qu'on avait fait était offensif contre le responsable C.F.D.T. mais il tenait compte de la situation d'ensemble. Là-dessus la C.G.T. voulait nous casser la gueule cherchant la provocation. Et les gars nous défendaient. La C.G.T. c'est vraiment le groupuscule, ils se tenaient entre eux, tandis qu'on discutait avec des

tas de mecs. On rencontre des gars super.

Là-dessus, on a discuté : « c'est con de rester ici, il faut retourner dans l'usine. » Ils sont retournés en groupes dans l'usine, ils sont allés au self pour chercher les autres ; ils étaient cent cinquante. Ils sont partis en défilé dans l'usine, à mille cinq cents avec drapeau rouge et tout, pendant quatre heures ; la C.G.T. a voulu s'opposer au mouvement et ils se sont fait casser la gueule par les masses, pas par ceux de la B.O. Il y a six délégués qui se sont fait un peu chataigner.

Les défilés, expression collective de la colère des ouvriers

Les défilés, c'est la forme élémentaire d'expression collective de la révolte ouvrière qui ne se reconnaît plus dans les syndicats mais qui n'a pas encore trouvé sa forme de lutte et d'organisation. Là c'était vraiment massif en plus il y avait le groupe interne qui apparaissait comme ayant une volonté autonome et qui guerdait des trucs sur l'assemblée ouvrière. La nuit on a fait un tract qui racontait ce qui s'était passé et qui repositionait la question de l'assemblée ouvrière disant qui soutient la démocratie ouvrière, qui la combat. Dans la nuit la C.G.T. et la C.F.D.T. ont rompu leurs accords. A midi, il s'est passé deux trucs. Un débrayage d'une heure ça n'intéresse pas les gars. Les mecs les plus chauds ne sortent pas pour une heure. La C.F.D.T. appelait à l'assemblée, la C.G.T. n'appelait à rien du tout. Nous on appelait à l'assemblée ouvrière. Il y a un meeting très mauvais parce que les gars de la C.F.D.T. n'ont pas l'attitude responsable de militants ouvriers, c'est-à-dire ne pas prendre la classe ouvrière de l'usine comme une unité à laquelle on s'adresse, en faisant des propositions et en se soumettant à sa critique. Le thème qu'ils développent c'est « qu'est-ce que vous voulez ? », ce qui est le contraire de la responsabilité. Tu dois proposer une forme d'action de façon que les ouvriers la critique. Il faut un point de référence. Si tu dis « qu'est-ce que vous voulez », les gars ne disent rien parce qu'il n'y a pas d'unité.

Assemblée à la porte de l'usine

Et au moment où la C.F.D.T. appelle à la lutte, les maosistes de la Cause du Peuple arrivent avec leur micro « la lutte est terminée, la grève, ça sert à rien, formez des groupes antifices taratatoinson ». Quand les gars partent défilé sur les chaînes, ils disent que c'est fini ! Nous on reste dehors, à côté de la C.D.P. ne sachant pas quoi proposer et ne voulant pas nous donner le micro. La C.G.T. se fout d'eux. A la fin, ils nous passent le micro.

(3) B.O. : Base Ouvrière.

Nous racontons la lutte, la signification, tout. Nous disons c'est là-dessus qu'il faut s'exprimer. Comme il y avait beaucoup de monde, les gars se sentaient en sécurité. Un immigré prend la parole : il explique la différence entre les immigrés et les Français, disant que les immigrés ne sont pas défendus, mais il ne faut pas insister sur les divisions. On n'est pas pareils à l'extérieur, mais par rapport au patron, on est tous des frères de classe. Il montrait que la revendication des immigrés n'est pas tout à fait la même, parce qu'elle porte le besoin de dignité particulière des immigrés.

En même temps les gars de la C.G.T. qui faisaient les cons, on leur dit : « venez parler, démocratie ouvrière ! » Ils nous ont répondu : « où vous voulez emmener les travailleurs. » On explique, on ne veut pas mener les travailleurs, on veut une assemblée ouvrière où les travailleurs eux-mêmes prennent position. « Chiant pour lui. Un autre : « Vive la C.G.T. qui nous a donné de grandes victoires. » C'était une assemblée ouvrière de porte. Après, ça fusait de partout, les gars expliquaient pourquoi ils ne s'étaient pas mis en lutte le matin : qu'une heure ça ne suffisait pas, qu'ils voulaient la grève illimitée, qu'ils voulaient la grève avec occupation d'usine, que les petites grèves comme celle-là ça ne marchait plus. C'était très intéressant de voir que dans l'équipe du matin parmi ceux qui ne s'étaient pas mis en mouvement tu avais encore là un groupe, à l'extérieur de la boîte, qui concentrait la révolte ouvrière, dans une assemblée de porte, collective, démocratique, où tout le monde s'empare de la parole.

LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE OUVRIÈRE

Assemblée des 60 dans l'usine : la base ouvrière devient une force matérielle

Il y a quand même un groupe de deux cent mecs qui sont partis et qui ont défilé. A la fin, ils n'étaient plus couverts, le débrayage était terminé. Ils se sont retrouvés à soixante dans le local de la C.F.D.T. dans le local de la C.G.T. Et là Et là dedans il y avait des copains de la B.O. Ils se sont installés. Ils ont dit : « On discute entre nous. » Ce qui était intéressant, c'est que le syndicat les reconnaissait comme la Base Ouvrière et que les gars eux-mêmes se reconnaissaient comme la Base Ouvrière. La B.O. devenait l'expression de la gauche ouvrière et non d'un groupe.

Pour la première fois, les camarades se sentaient responsables pour toute l'usine. On n'était que soixante, mais tous parlaient, voulaient prendre des décisions. Comment continuer la lutte ? Bloquer les chaînes en mécanique, séquestrer des chefs, couper la centrale, les idées fusaient de partout. Finalement, on a décidé d'appeler à la grève générale pour le lendemain, d'être tous présents le matin pour arrêter les copains à l'entrée. On a fait des panneaux, des tracts.

Le lendemain, on était trop peu, les gens ne se sont pas arrêtés. Mais tous approuvaient l'initiative, soutenant le tract. L'initiative n'a pas été suivie, mais une force ouvrière autonome s'est affirmée dans l'usine.

Alors on a décidé de convoquer une assemblée ouvrière pour le samedi après-midi.

Assemblée à Mantes un samedi après-midi

A l'assemblée du samedi, on s'est retrouvé avec quarante-deux gars. Ce qui est apparu vraiment dans cette assemblée, c'est la volonté de lutte de ces ouvriers qui ne sont pas des ouvriers politiques mais des ouvriers combattifs. Le fait qu'ils se retrouvent ensemble, voilà l'important. Tous les gars ont parlé, expliquant ce qui se passait dans leur atelier. Surtout, il y avait la volonté de continuer la lutte et aussi de continuer à se réunir de cette façon. On a décidé que l'assemblée ouvrière se tiendrait toutes les semaines, de former des comités d'atelier là où c'est possible, faire des bulletins d'atelier. C'était l'expression de la volonté d'une gauche interne. Les enseignements essentiels c'est qu'il faut les adresser aux masses et pas aux individus, ça, c'est décisif. Ensuite c'est le caractère révolutionnaire à l'étape actuelle de tout ce qui est la démocratie ouvrière. On a repéré que dans la lutte le camp du peuple c'est ceux qui soutenaient la démocratie ouvrière. La volonté de démocratie, c'est une revendication politique d'un pouvoir des ouvriers.

Démocratie de masse

Le caractère politique de l'unité ouvrière il est dans la forme de la lutte. Le contenu d'une assemblée ouvrière c'est l'expression du pouvoir politique des ouvriers dans l'usine. Politiquement c'est ça qui est essentiel comme bien plus important que le catalogue revendicatif. C'est ça le caractère révolutionnaire de l'unité ouvrière, de l'assemblée ouvrière. Tout ce qui s'oppose à ce courant finalement s'oppose à la révolution. Tu peux être animé des meilleures intentions du monde si le seul truc que tu trouves à dire aux ouvriers c'est : « formez des groupes antifices », « les grèves ça sert à rien », tu passes à côté de l'aspect décisif de la grève qui est la collectivisation de l'expérience ouvrière, de la révolte ouvrière. Il faut tenir compte de l'esprit de lutte, de la collectivisation : de la révolutionnisation qui peut avoir lieu si les formes politiques permettent l'expression de la classe en tant que classe.

Ce qu'il faut rechercher à tout moment ce sont les formes de démocratie de masse y compris — et peut-être et surtout — dans l'exercice de la violence, ou dans la préparation de la violence. C'est comme pour la question syndicale. Ce qui est visé par notre critique ce n'est pas le syndicat d'une usine mais la fonction syndicale globale.

Savoir écouter les masses

Si tu n'agis pas ainsi du coup tu ne vois plus le contenu de la lutte réelle, parce que tu l'observes à priori, tu en déformes la richesse, tu n'écoutes jamais les masses, et tu ne peux rien systématiser de bien, car systématiser les idées des masses il faut les avoir écoutées. L'expérience de Flins, est importante par rapport aux camarades qui travaillent d'une façon prolongée sur les boîtes et qui se sentaient un peu isolés, tout seuls dans le mouvement, qui se sentent parfois gênés par le caractère échevelé de « Tout » — par exemple pour l'équipe de Flins le numéro avec l'article sur Ferrodo, ça nous faisait vraiment râler — ce qui fait que parfois on se demandait si notre travail était utile. Alors là, il y a déjà une première leçon c'est que le travail prolongé, que tu n'abandonnes pas, ce n'est jamais perdu. Un exemple, l'autre jour un travailleur d'une quarantaine d'années vient vers l'un d'entre nous et lui dit : « Toi, je te connais, il faut qu'on se voit, moi j'ai cinq copains organisés en tolérie, il faudrait voir comment on travaille ensemble... Mais attention, molo pas de connerie ; travail de masse avec les copains ». Or ce camarade, nous ne l'avions vu, jamais nous ne lui avions parlé, lui par contre depuis un an et demi, il nous voit à la sortie de l'usine, et maintenant il a confiance. Du coup, pour lui, comme beaucoup d'autres, nous ne sommes pas des « éléments étrangers à la classe ouvrière », ça, ça ne marche pas. Sur nos perspectives, ce qui est décisif c'est la consolidation de l'assemblée ouvrière, consolider ce point de référence de la gauche ouvrière. De ce point de vue on a surtout comme point de référence le travail des camarades de Lotta Continua à la FIAT. Cela ne peut se consolider par rapport à nous. Il ne s'agit pas de se poser la question des relations individuelles de l'équipe extérieure avec tel ou tel ouvrier. Ce qui peut faire émerger l'autonomie ouvrière, la gauche ouvrière, c'est vraiment l'assemblée. Dans l'assemblée tous les ouvriers parlent parce qu'ils sont à l'aise.

Réflexions entendues (entre autres) à Flins

Je suis en électrolyse. Très peu ont débrayé, ils ont déjà été échaudés une fois. On avait fait grève il y a peu de temps pour une augmentation de classe pour les polisseurs. A ce moment-là on était sortis à 80 % La C.G.T. a arrêté le mouvement. Alors maintenant, il ne faut pas s'étonner si les gars ne sont pas sortis.

A propos des chefs, je voulais dire qu'ils ne sont pas tous contre nous. Les chefs sont des sous-fifres, ce n'est pas eux les responsables, c'est les gros les vrais responsables. Tous les ouvriers unis, c'est là qu'on arrivera à quelque chose. Qu'est-ce qu'il faut faire ? Les syndicats entament une grève. Nous, il faut qu'on continue. Ici, on n'est pas assez forts pour lancer le mouvement tous seuls. C'est pour ça que, quand il y en a qui disent qu'il ne faut pas regarder ce que font les syndicats, moi je ne suis pas d'accord.

CE QU'IL FAUT COMPRENDRE, C'EST QUE TOUS LES JOURS SONT DES JOURS DE LUTTE. En mécanique par exemple, il y a 1 000 ouvriers. L'an dernier, quand on a créé notre Comité d'atelier, on était trois au début. Tous les jours, on dénonce ce qui se passe dans l'atelier, les brimades des chefs, les vols sur la paie, toutes les saloperies. Et on unit toujours plus de camarades. La lutte doit se préparer tous les jours. Il ne faut pas attendre que les syndicats lancent quelque chose pour unir les travailleurs.

d'Atelier Mécanique est un bon exemple. Qu'est-ce qu'on peut faire tout de suite ? Il faut commencer à s'organiser. Notre force, c'est d'unir les ouvriers. Un bon moyen par exemple, c'est un bulletin d'atelier rédigé et diffusé par les ouvriers. De même pour se défendre contre les chefs, l'important c'est la défense collective des ouvriers solidaires. Il faut partir du fait qu'il existe déjà de petits groupes dans les ateliers. Il faut écouter ce que disent les ouvriers et, à partir de là, progresser, s'organiser. Il ne faut pas essayer d'imposer les idées toutes faites, trop générales, comme le sabotage.

Moi j'ai été blessé aux doigts et je dois faire un travail difficile. Les chefs disent que je dois faire ce travail malgré ma blessure. Je voudrais connaître mes droits à ce sujet.

D'autre part, il ne s'agit pas de lutter seulement dans l'usine, il faut porter la lutte sur tous les terrains : les transports, le logement, les loisirs. Prenons exemple sur les camarades du foyer de Limay qui ont fait un tract et luttent contre le gérant raciste.

JAMAIS LES SYNDICATS NE FONT DE REUNIONS COMME AUJOURD'HUI POUR INFORMER LES OUVRIERS.

Quand il y a un conflit, un problème à propos d'un ouvrier, les délégués vont au bureau et ne disent rien. Il faut imposer aux syndicats de dire ce qui se passe, ce qui se dit dans les réunions au bureau, avec la Direction. SINON ON DOIT TOUS ALLER AU BUREAU CHAQUE FOIS QU'IL Y A UN PROBLEME.

Nous avons été trompés par les syndicats, nous le savons. Si le défilé a eu lieu, c'est grâce à une femme qui a pris le drapeau rouge et a entraîné les autres. La C.G.T. empêchait le défilé. Elle a été virée.

Les délégués honnêtes sont pris entre l'éclume et le marteau. Ils doivent parler devant tous les ouvriers.

Les syndicats, il faut les enterrer, ce n'est plus la peine d'en parler, on a autre chose à faire. Il faut organiser la lutte pour la semaine à venir. Au (Z), toute le monde est prêt à lutter jusqu'au bout. Je demande aux camarades : qu'est-ce que vous comptez faire de votre côté ?

Il va sûrement y avoir une lutte soit mardi soit mercredi. Il faut s'organiser et prévoir. Il faut expliquer aux ouvriers qu'on doit changer la société. La révolution, ça ne consiste pas simplement à prendre un fusil un beau jour et à se mettre à tirer dans tous les sens. La révolution, c'est la masse ouvrière en mouvement. C'est la lutte continue. On prendra le fusil à la fin s'il le faut.

Samedi 13 février
2e assemblée ouvrière
Plusieurs tracts d'ateliers ont été préparés par les copains, qui doivent être soumis à la discussion sur les chaînes.
Un tract devait être diffusé lundi matin à l'électrolyse pour pousser à un débrayage de soutien à un ouvrier immigré licencié pour fait de grève -
L'Assemblée de dimanche
La lutte continue!

LA BASE OUVRIÈRE

Renault-Flins ça continue! et ça ira! 8/2/71

Tous les jours ont des jours de lutte chaque jour, on prépare le lendemain. Mercredi dernier, encore une fois depuis quelques temps, c'était vraiment horrible! Tous les jours il y a des jours de soutien, camarades, des vieux, des jeunes, des syndicats ou pas, à se rencontrer à l'intérieur de l'usine.

Tous, on est, comme vous le savez, un enthousiasme qui vous prend aux tripes quand on est en grève, quand on retrouve sa dignité et qu'on passe au guichet de tous ses problèmes à travers les ateliers.

Nous sommes plus de 2000 dans cette boîte mais nous sommes isolés, on est pour un groupe de 60 gars bien déterminés comme nous le sommes un groupe de 60 gars qui se réunissent, qui posent souvent dans la lutte, comme bloquer la production, en lieu, d'est vraiment important! Et c'est pourquoi, ne pouvant nous en tenir là, on a décidé tous ensemble d'appeler samedi à une assemblée ouvrière à Mantes. Jeudi la C.T. n'a rien fait qui lui ait servi de force, ça n'est pas qu'un groupe à Flins. Pourtant, il y a des choses à faire, ne serait-ce qu'informer tous les copains. Nous, on a commencé à le faire, on est 60, mais 60 qui, chacun dans son atelier, a des postes autour de lui. Même à 2 ou 3 dans un coin, quand on est organisé, on fait tout! Tous les jours, à partir de cette petite lutte de la vie, on lutte, on rassemble, on unit de nouveaux copains.

C'est pourquoi l'ASSEMBLÉE OUVRIÈRE de samedi a été PRODIGEUSE! Parce que 41 ouvriers, là bas à Mantes, il faut déjà le faire! Pour venir, c'est pas toujours facile! On a parlé de nous tous, des problèmes de nos ateliers, ...etc Vendredi soir, on a appris qu'un de nos copains, Henri, vous savez, celui qui portait le drapeau rouge, a été licencié. On savait déjà que la direction était fortifiée pour frapper par derrière, elle avait pu nous aller s'enrichir, mais le collègue qui monte en nous, n'est pas une solution que 2000 gars comme ça!

Donc, samedi, on a discuté de licencement de notre copain, ET 7-08 ON SE DIT QUE SI L'ON NE FAIT RIEN POUR HENRI, ON RENDRA TOUS LA RÉVOLUTION QUE LE PATRON, C'EST CHANGER DE NOUS, C'EST L'INDÉPENDANCE DE NOTRE LUTTE QUE L'ON ATTACHE.

Il faut, les copains, franchir le pont FERRONNIER LE PAIN-LETTRE Henri, c'est chacun de nous. Et vous, alors, certains camarades de la C.T.P., vous allez en rentrer là! Parler ça en prouvant! Alors, quel! On lutte parce qu'il y en a plus que nous, parce qu'on nous espère, qu'on nous aime, parce qu'on est fier par les conditions de travail infectes. Et la paie de samedi, par exemple, ça n'allait pas, encore. En plus, la direction nous réprime!

NOU, HENRI SERA REEMPLACÉ! Comprenez, pour ne pas donner les raisons, il n'y a pas 36 solutions, c'est quand on sort que là tous ensemble on doit travailler, c'est là qu'on va en grève à dans le ventre, et qu'on défendons nos camarades de lutte pour la réintégration! Vous êtes de Flins, ça sert pas à rien, par exemple!

La lutte continue, tous les jours, tout le temps, partout, pour notre dignité, la vérité, la liberté!

Tous samedi, on a voulu continuer les ASS-AGILES AVIÉS, on les continuons! De chez, on continue les dimensions à la sortie, maintenant, on est tellement nombreux qu'on ne risque plus rien.

La démocratie, c'est la parole à tous, et l'unité, c'est dans la lutte qu'on la trouve! On se relève la tête, on n'est que le début, on y va tous, encouragez!

Vive la Base Ouvrière! Vive nous tous!

Le groupe d'ouvriers des 60, dont Henri.

Renforcer la démocratie

Si nous ne consolidons pas cette assemblée ouvrière en tant que lieu politique d'expression de masse, on ne triomphera pas. On a avancé dans la voie de la consolidation puisque les ouvriers présents à l'assemblée ont adopté dans l'enthousiasme le principe de « réunion toutes les semaines », les gars ont dit qu'ils allaient ramener d'autres copains. Notre mot d'ordre central c'est l'autonomie ouvrière, c'est-à-dire dans l'étape actuelle renforcer une assemblée ouvrière prenant elle-même ses décisions; permettre à cette assemblée de devenir une force politique interne.

Nous ne sommes pas encore sûrs de réussir à Flins, nous faisons tout pour, mais ce qu'il y a d'idéologiquement important c'est que nous savons maintenant ce que nous pouvons faire de manière consciente pour aider l'apparition d'une gauche ouvrière de masse. Cet enseignement il doit être compris par tous les groupes de la gauche révolutionnaire, aucun groupuscule ne doit tirer la couverture à lui, car s'il y a un succès ce ne sera pas celui d'un groupe mais d'une ligne, et surtout ce sera un succès de la gauche ouvrière interne qui est préexistante à notre intervention sur Flins. Maintenant nous savons qu'il ne faut en aucun cas abandonner le front des boîtes, le travail prolongé, parce

que ce pourquoi nous luttons, l'autonomie prolétarienne indépendante du révisionnisme et du réformisme c'est une réalité.

C'est par rapport à cette compréhension que tous les camarades ouvriers et extérieurs de notre unité sont enthousiastes. Nous sentons — par rapport à des attitudes contemplatives vis-à-vis de la réalité que nous avons transformés la réalité à partir d'un processus conscient. C'est pour ça, qu'on est heureux, cela joue vraiment pour nous. Même le camarade qui a été licencié à une pêche fantastique, parce qu'il a l'impression que son intervention politique dans l'usine a transformée la réalité de classe... et c'est ça qui te rend un homme, un révolutionnaire.

6 LORRAINE, ELLE TORTURE

En riposte à de graves accidents du travail intervenus à la SOLLAC à l'automne (six ouvriers gazés, un mort) un engin incendiaire est déposé sous la voiture d'un contre-maitre.

Le 4 novembre la police arrête deux ouvriers de la SOLLAC, Grosjean et Pendelliau, pour « complicité » (il est impossible de les inculper directement pour l'action : ils étaient au travail au moment des faits).

Emmenés dans les locaux de la P.J. de Metz, ils sont torturés pendant 24 heures. On les déshabille entièrement, on les oblige à faire des pompes. Aveuglés par un chandail qu'on leur a mis sur les yeux, ils sont jetés contre les murs. Ils sont frappés sur les parties génitales, menacés de mort : « On va vous jeter à la Moselle. »

Le lendemain une autre équipe de flics, très aimablement, les emmène au restaurant et leur propose de l'argent (et de l'avancement à la SOLLAC) pour qu'ils deviennent indicateurs de police. Comme ils refusent, les tabassages reprennent.

L'avocat de Grosjean et Pendelliau a déclaré n'avoir jamais rencontré de telles tortures physiques et morales. Ils ont porté plainte.

Une campagne de solidarité s'est développée à la SOLLAC pour obtenir leur libération. Ils ont finalement été relâchés.

A ST-LAZARE

Le fascisme quotidien : A 10 h 30, deux cars de flics et des C.R.S. commencent à ratonner. Ils pénètrent dans la gare, matraquent devant les guichets. Une fille est traînée par le cou, par terre, jusqu'à la sortie.

Après discussion avec les employés de la gare, on apprend que ça a recommencé, que les flics arrêtent systématiquement les jeunes. Et ainsi de suite...

BRIGADES SPÉCIALES, POLICE POLITIQUE, INDICS : LE FASCISME QUOTIDIEN



AU FOYER DES EPINETTES PARIS 17

Le Foyer des Epinettes est un foyer de semi-liberté pour jeunes travailleurs de 17 à 21 ans qui y sont placés par décision de justice.

Le mardi 9 février, à 22 h 30, après la manifestation du Secours Rouge, place Clichy, un groupe de jeunes du Foyer rentre au Foyer par la rue du Cimetière. A 100 mètres du Foyer une dépanneuse de la police s'engage dans la même rue et arrivant à la hauteur du groupe, ralentit, son allure incitant ainsi les garçons à interpeller les occupants du véhicule. Après quelques échanges de parole la tension monte. Deux garçons s'approchent en courant de la dépanneuse ; quand ils arrivent à quelques mètres, l'engin démarre brusquement et s'arrête 20 mètres plus loin. Nouvelle tentative d'approche des deux garçons, nouveau démarrage brutal et ceci une dizaine de fois.

Simultanément, un des garçons surgit dans le hall du Foyer en criant : « Les flics de la manifestation sont dans la rue Saint-Just. » A cette nouvelle, tous les occupants du Foyer sortent pour voir ce qui se passe.

Quelques projectiles partent du groupe (petites pierres ramassées sur le bord de la route), brisant quelques ampoules de lampadaires. A ce moment-là la dépanneuse s'en va, fait le tour du lycée Balzac et revient boulevard de Clichy se poster en évidence au bout de la rue du Cimetière, à 50 mètres du groupe. Ils interpellent les policiers : « Ils s'emmerdent vraiment ces pauvres flics », « ils savent vraiment pas quoi foutre », « tu peux me dépanner de mille balles ?... » « on va leur trouver du boulot » et ils mettent la voiture la plus proche au milieu de la rue.

Il est alors 22 h 15. Les éducateurs prévenus de ce qui se passe, viennent sur les lieux et constatent l'état de tension qui y règne.

Avertis des brutalités policières de la place Clichy et connaissant

les méthodes de la police, ils craignent un accrochage sérieux avec les flics. Les éducateurs réussissent un peu à apaiser tout le monde, quand on entend un cri : « Attention, les flics ». Il est alors 22 h 30.

Tous les garçons se replient sur le Foyer. Des cars de police arrivés sur les lieux, se postent devant l'entrée du cimetière des Batignolles, à 50 mètres du Foyer. Puis arrivent les cars des Brigades spéciales d'intervention semant une panique générale dans le Foyer. Quelques gars du Foyer jettent des projectiles en direction des troupes armées et casquées qui répondent aussitôt en envoyant tout ce qui leur tombe sous la main.

Pendant ce temps le Foyer est encerclé par les Brigades d'intervention, incitant tout le monde à se réfugier dans les étages du Foyer. C'est la panique générale, tout le monde crie, tout le monde hurle.

Daniel Poudevigne, un éducateur, ferme la porte principale du Foyer, seule porte qui était ouverte. A ce moment les brigades chargent, brisent les carreaux des portes d'entrée et s'engouffrent dans le Foyer ratisant toutes les pièces du rez-de-chaussée avant de monter dans les étages. Daniel Poudevigne est matraqué dans l'escalier du hall, s'échappe et est repris devant la porte du standard au 1er étage qui avait été fermée par les derniers gars qui étaient montés. Il est à nouveau roué de coups et descend jusqu'au car.

Certains garçons, plutôt que de monter dans les étages dont l'escalier était embouteillé ont couru vers une salle qu'ils savaient ouverte. Cette salle était la « salle de cours » dans laquelle se trouvait Frédéric Bloch, éducateur. Celui-ci ferme la porte dès que les gars sont entrés. Les flics des brigades s'étaient lancés à la poursuite des garçons. Vladimir Kotchoulova, autre éducateur, sachant que cette salle était en cul-de-sac, a essayé

d'empêcher les flics de pénétrer dans le couloir en criant : « Je suis le directeur, je suis le directeur. » Il est sauvagement matraqué. Les flics s'engagent alors dans le couloir en défonçant toutes les portes donnant sur le couloir et saccageant tout à l'intérieur, la chapelle, la salle de cours, les douches, l'infirmerie, fracturant aussi la porte des appartements privés du directeur et de l'économiste.

Les garçons réfugiés dans la salle de cours sont sauvagement matraqués. Frédéric Bloch est laissé inanimé à terre après avoir été très durement matraqué à plusieurs reprises.

Pendant ce temps, d'autres flics défonçaient les portes de derrière et venaient prêter main forte et d'autres encore s'engouffraient dans l'escalier matraquant un garçon au standard et montant dans les étages fracturant la porte d'une chambre heureusement vide.

Puis ils se replèrent rapidement vers les cars.

Les flics restés à l'extérieur, lancèrent des pierres, brisant une vingtaine de fenêtres de bureaux et de chambres.

Tous les blessés ont été soignés à l'infirmerie du Foyer. Les plus gravement atteints ont été conduits à l'hôpital Bichat.

Daniel Poudevigne, qui est un pensionné militaire à 75 %, a une côte cassée et souffre de troubles auditifs. On craint une surdité partielle.

Frédéric Bloch souffre d'un décollement de la rétine et d'un traumatisme crânien et de contusions multiples. Il est en observation à l'hôpital.

Vladimir Kotchoulova et de nombreux garçons du Foyer souffrent de contusions multiples.

Toutes les atteintes physiques ont été constatées par certificats médicaux.

Tous les bris de matériel ont été photographiés.

Paris, le 11 février 1971.

CONTRE LES POMPIERS DE LYON

Décembre 1970 : A Lyon, les pompiers manifestent. Les flics les chargent. Vous vous rappelez ?

Des camarades qui publient un bulletin ont été interviewés alors qu'ils étaient en grève. Voici ce que les pompiers disaient :

Q. : Pourquoi avez-vous montés à Grange-Blanche, et dans vos ambulances, les flics blessés ?

R. : Par humour. Faut bien rigoler un peu, puis faut être humain. Puis on est toujours secouristes.

Q. : Que faut-il penser des articles de presse : « Plusieurs pompiers blessés... », « ...les policiers les pourchassaient tout au long de l'avenue de Saxe, matraque à la main... » ?

R. : Ces articles ont été écrits à l'envers ! En fait, c'est nous qui avons reconduit ces messieurs à la préfecture. Mais on a mis plusieurs minutes : faut dire qu'ils étaient plusieurs centaines, nous seulement 10 et qu'on n'avait même pas nos casques !...

— Oh, dis, toi t'avais ta clef à molette !

— Non, c'étaient d'autres : moi j'avais seulement une matraque, récupérée sur eux !

— Et moi, j'les garde, ça peut toujours servir...

— Notre colonel nous a engueulés, parce que les flics lui ont dit qu'on avait des matraques et des clefs ; en fait, c'est pas vrai : au départ on avait rien du tout, simplement, quand ils nous ont attaqués eux, on s'est défendu avec ce qu'on a pu trouver. Tu vois ?

Q. : Et l'autre jour, est-ce que ça a été dur ?

R. : Ouh, assez. Ça a commencé quand ils ont voulu arracher nos banderoles, vers l'avenue de Saxe et la rue Chapponay ; un commissaire a voulu arracher la première banderole : il s'est retrouvé le cul sur le trottoir, à sa place. Alors il leur a ordonné de charger, sans sommations. Ça nous a un peu surpris (on était dans les 150, et sur les trottoirs, surtout). Mais on s'est remis ; on a cogné et ils se dégouffés : ils couraient dans tous les sens... Nous, on n'avait guère qu'une dizaine de blessés, qui sont allés se faire panser au quartier Molière. Eux en ont eu bien 30, dont 3 mochement arrangés : faut dire que c'étaient des jeunes, ils s'y étaient crus et ils avaient sorti leurs pétards... Alors on a été obligé de les arranger un peu !

— Tiens, vous avez qu'à aller avenue de Saxe, vous trouverez au moins 40 matraques dans les égouts !...

— Moins celles qu'on a gardées !...

— Moins des ffigues, aussi !...

RICHARD : DECLARATION

Camarades,

Les flics ont souvent eu des morts, pourquoi n'essaieraient-ils pas de nous tuer ?

Cette fois-ci, ils n'ont fait que m'arracher un œil. Mais cela n'est pas suffisant, car nous sommes des milliers et nous avons des milliers d'yeux pour voir.

Dans cet hôpital, les docteurs, les infirmières, le peuple est avec nous. A Nancy, je crois que des ouvriers séquestrent les patrons. De plus en plus, rien ne pourra empêcher les gens de se dresser compacts pour vivre et vaincre. Ils ne pourront jamais nous abattre même s'ils tuent des frères car nous sommes trop nombreux et nous nous aimons.

Non, rien ne nous arrêtera, mes frères. Bientôt je serai debout avec vous.

RICHARD,

Salpêtrière, le 12-2-1971.

UNE POLICE

DECLARATION, DE LA FAMILLE

Nous, soussignés, parents de Richard Deshayes, sauvagement attaqué par les brigades spéciales de la police parisienne, dénonçons LA TENTATIVE DE MEURTRE DELIBEREE dont a été victime Richard Deshayes.

- Nous avons les preuves et témoignages :
- que le projectile qui l'a frappé a été tiré à bout portant au visage alors qu'il était isolé et tentant de sauver une jeune femme blessée à terre et que cette grenade n'était ni fumigène ni lacrymogène,
 - que les brigades spéciales l'ont frappé au sol en riant,
 - que le car de Police-Secours appelé par la pharmacie n'a pas répondu à cet appel,
 - que la police a tenté ensuite par tous les moyens de s'emparer de la veste du blessé, parfois en se faisant passer pour un ami du blessé, cherchant ainsi à liquider une pièce à conviction importante,
 - que le journal « Le Monde » s'est fait, dans son édition du 12 février, le porte-parole de la version, non officielle de la police, alors qu'il n'a pas fait état des témoignages envoyés par la famille aux agences de presse et en portant une accusation ignoble contre la famille soupçonnée de vouloir truquer la pièce à conviction.

Nous appelons tous ceux qui luttent aujourd'hui pour la liberté de la France à empêcher tout étouffement de cette tentative de meurtre.

Notre fils appelle, de son lit d'hôpital, ni pleurs ni soupirs mais justice et vengeance.

M. Marcel DESHAYES, tourneur, son père.
Mme Nicole DESHAYES, contrôleur au ministère des Finances, sa mère.
Mme Claire DESHAYES, institutrice, sa femme
Mme Irène DESON, OS1, sa grand-mère.
M. Jean DESON, physicien au C.N.R.S., son oncle
Mme Françoise DESON, sténo-dactylo, sa tante

NOTE AUX FLICS

« Les vêtements de Richard Deshayes sont sous scellés », affirme la police judiciaire. Une enquête est ouverte pour savoir ce qui l'a blessé. Une de ces enquêtes dans lesquelles les preuves disparaissent, les témoins se rétractent. Voyez le Jivre noir de la police dont « Politique-Hebdo » (numéro du 11 février) a publié des extraits.

Les flics se présentent à l'hôpital pour le voir, en se présentant comme « des amis ». Il leur dit « merde ».

- Or :
1. Les flics ne sont pas les « amis » de Richard.
 2. Les vêtements ne sont pas entre les mains des flics : ils sont soigneusement gardés.

Pourquoi ? Parce que l'en analysant les débris tr les vêtements (poudre ? é qui a blessé Richard.

Et si c'était une grenade sive tirée à quelques m qui est strictement interd

Les flics font tout pour ces fameux vêtements 11 février, ils se présente mielle de Richard, de nouve me « des amis ». Ils vont grand-mère, concierge da me immeuble. Ils veulent ments.

Ce qu'on ne comprend trop bien — c'est l'obstin flics à vouloir récupérer ces pièces compromettant « Amis, amis... ». Vou qu'on peut vous confon des amis de Richard, eh,

AU RESTO-U NANTERRE

Rappelons les faits. A l'ouverture du Restau. U. les étudiants découvrent de belles barrières en bois (destinées à canaliser tout mécontentement) et de beaux appariteurs qui sont là, nous affirment-ou (ON : Remond - Verdier - Vialar - Jonas) pour contrôler les cartes du CROUS. Ce contrôle s'avère vite impopulaire et les 13, 16, 22 octobre quelques barrières sont arrachées et brûlées.

Samedi 30 janvier avait lieu dans le bureau du juge Alain Bernard une confrontation entre un étudiant inculpé et le chef des appariteurs à l'époque (il s'est sauvé depuis) un certain Robert. Confrontation très instructive. Après avoir fait son faux témoignage contre l'étudiant en question, le jeune chômeur Robert reconnut qu'il possédait de longue date l'adresse de l'étudiant. Quand on lui demanda comment il l'avait obtenu, il répondit en toute franchise : « C'est Vialar qui me l'a donnée » (Vialar : directeur du Restau. U.). On lui demanda donc si Vialar lui en avait données d'autres et lesquelles. Il répon-

dit « il faut que je demande au Commandant si je peux donner des noms ». Pressé de préciser ce que ce Commandant venait faire dans l'histoire il avoua qu'ils (les appariteurs) avaient été engagés principalement pour repérer les agitateurs et transmettre les noms à ce Commandant, en fait l'inspecteur-principal Grand, qui a son P.C. à Arcueil à la maison des examens. P.C. qui sert aux appariteurs du Restau. U. de Nanterre. Quant à lui, Robert, il s'était présenté quelques mois plus tôt à l'examen d'entrée dans les C.R.S. et avait été affecté comme « appariteur » à Vincennes puis à Nanterre.

Ainsi la provocation est évidente. Ces contrôleurs sont des flics mis là pour créer des incidents et dénoncer ensuite les étudiants à leurs collègues de la 2^e B.T. Leur chef réel n'est autre que Vialar qui leur transmettait à l'avance les noms des « agitateurs ».

Les choses sont claires : les flics doivent quitter le Restau. U. et Vialar le mouchard avec eux.

Au fond, moi je crois qu'on n'est pas assez sévère avec TOMASINI

ET A AIX-EN-PROVENCE PAR EXEMPLE...



23 heures dans la salle. — Depuis une demi-heure, tandis que le groupe des Kevin Ayers est sur scène, les sandwiches, hot-dogs, esquimaux et bonbons volent au-dessus des têtes. Bientôt arrivent les canettes de bière, les bouteilles de jus de fruit. Un jeune qui descend un bouteille en jerkant à cette réaction : « Pour faire passer l'odeur de gaz lacrymogène j' trouve pas ça mal. » Un peu plus loin, une nana distribue des gâteaux en disant : « Allez-y, les gars ; aujourd'hui c'est gratuit, c'est Pompidou qui paye. » Ces mots, ça donne une idée du climat qui régnait ce 31 janvier au soir. Ça tenait de Woodstock et de Marighela. Pour quelques heures, la ce qu'on aime tous le pop, qu'on

France du fric avait été abolie, en même temps que les barrières renversées à l'entrée pour passer sans payer et les flics butés pour s'être opposés à nous qui criions : « Concert gratuit », « Liberté pour le Pop ».

La télé, la presse bourgeoise n'ont parlé que de la casse faite pour prévenir un possible siège des C.R.S., mais le Palais des Sports, ce soir-là, c'était surtout la fête, l'atmosphère fraternelle qui régnait entre tous. Parce que le bar et le buffet de la salle ont été « libérés », parce que la caisse a été « expropriée » et le pognon distribué à tous les jeunes qui se trouvaient là, parce qu'on se passait les caisses de bouteilles comme les pavés rue Gay-Lussac, et tout ça sur un fond de pop qui vous prend aux tripes, on avait l'impression... de vivre, oui Vivre la Révolution. Comme disait un gars : « Si la Révolution c'est aussi marrant que ça, moi je suis partant. » Eh oui camarade, ce qu'on a compris avec toi, ce soir-là, c'est que l'abondance, la fête et la révolution, ça marche aussi

bien ensemble que le parti, le front uni et l'armée populaire !

On nous avait bourré le mou avec les révoltés de la faim, la révolution des musettes, et d'un coup on a pigé que des esquimaux piqués, ça créait un climat subversif. Eh ! les Théoriciens de la Révolution, reprenez vos encriers, car je dis bien un climat subversif. Au départ beaucoup semblaient inquiets de se savoir hors-la-loi pour un hot-dog consommé gratis. Et puis, petit à petit, l'atmosphère se détendait ; tous les gars se mariaient et découtraient par là-même que ce que certains appelaient « pillage », d'autres l'appelaient « redistribution démocratique des richesses ». On comprenait aussi que le fait de passer sans payer est appelé par certains « resquillage » ou « vol » et par d'autres, « volonté d'abolir les rapports marchands entre les gens » pour retrouver des rapports plus authentiques où l'on ne communique pas ensemble parce qu'on est du même milieu, parce qu'on a le même standing, le même portefeuille, mais par-

est bien ensemble avec nos signes distinctifs comme les cheveux longs, qu'on aime tous faire la fête.

Quelle soirée, bon Dieu ! C'est vraie qu'à la sortie on a raté le coche. Pendant qu'on jouait aux gauchistes avec nos bouteilles sur les flics et nos barricades, les trimards, les zonards qui s'étaient retrouvés au Palais « cassaient » une banque rue de Vaugirard (pourquoi on était pas avec eux ?) et des boutiques de petits commerçants (pourquoi on était pas là, pour leur dire qu'on était pas d'accord). Là c'est vrai, on était pas dans le coup. Ceci dit, ça devient de mieux en mieux ces concerts. Les Rolling Stones, vous vous souvenez, c'était pas mal. Là, même sans les Soft Machine c'était le Pied. On fait l'amour avec la Révolution. Et à 5 000 ensemble. C'est des trucs qu'on n'oublie. Et si la Révolution commence à s'occuper de nos désirs, mais on va tous désirer faire la Révolution. Dites, c'est quand la Rév... je veux dire, le prochain concert pop ?

F.L.J. 7

TEXTE DE RICHARD DESHAYES

Il y a quelque chose de pourri dans ce pays. L'air s'y fait irrespirable. Un monde s'effondre dans la médiocrité des jours qui succèdent aux jours, des nuits qui succèdent aux nuits alors que sans notre ciel rien ne change. Beaucoup de gens résignés et soumis subissent l'effondrement de cette civilisation de fric et d'égoïsme dans la passivité et l'impuissance et nous qui sommes jeunes, devrions nous mettre à leur diapason, accepter aujourd'hui dans sa misère insupportable au nom du lendemain, d'espoirs projets dans l'avenir, au nom d'une révolution ou de changements futurs qui ne viendront jamais si maintenant nous ne nous dressons pas pour lutter.

On a toujours su plus ou moins que pour nous il n'y avait qu'une chose à faire : la Révolution. C'est abstrait mais on sait déjà ça. Ceux qui croyaient s'en tirer par eux-mêmes ou autrement ont appris à le comprendre ou finiront par le faire. Mais ces Révolutions qu'on nous a de-

mandé de faire étaient tellement abstraites qu'elles se plaquaient sur notre vie comme un corps étranger, un projet à part des problèmes de tous les jours, une Révolution qui avait sa place à

SUITE PAGE 8

SPECIALLE CONTRE UN MONDE NOUVEAU



*J'aimerais embrasser
une fille sur le cul.*

A PROPOS DU PROCES DE JULES SELMA, INSTITUTEURS (REPORTE DU 28-1 AU 4-3)

Nous sommes un petit groupe de copains du F.L.J. à avoir considéré ces faits comme une profonde agression contre la jeunesse, contre nous-mêmes. Nous avons profondément ressenti que le combat de cet instituteur était un combat pour la liberté. Et nous avons été révolté que des vieux cons, chefs de vieilles institutions sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle puisse impunément aggraver, écraser ces embryons de liberté, d'amour et d'innocence. L'école, cette atteinte à la vie, et ses défenseurs, les parents d'élèves, conspirent quotidiennement contre l'enfance, pour la briser et la châtrer au nom de leur vie de cons où l'écrasement de l'individu et des peuples est la règle, où l'indifférence, la domination, le racisme, la solitude, la tristesse et la haine sont le lot quotidien.

Cela mérite vengeance.

Le secrétariat d'Académie et la direction de l'Enseignement, là où « ON » programme l'ennui et la misère, trônent là, provocants. On a donc décidé d'outrager, en représailles, cette manière laïque aux mains des prêtres de la survie. On étudie le coup.

Deux groupes se forment. L'un doit tenir un meeting dans le hall pour expliquer aux employés pourquoi on est venu. L'autre grimpe au 9^e étage, l'étage des pontes. En moins de deux, on y est : on ouvre une porte et on tombe sur un bureau Louis XVI. Ah oui ! Les châtreaux se font de notre gueule dans un bureau

Louis XVI. Eh bien, ils ne s'en foutent pas longtemps : les papiers volent, les bureaux sont renversés... la fête quoi ! Un mec se pointe. Pan ! Un sac de peinture dans la gueule et son beau costard se pare d'orange. Vous avez jamais vu un P.D.G. de couleur orange ? Ça existe, j'en ai vu un. On descend en cinq-sept : le chef des apparos du coin se pointe. « T'as mal aux dents, mon loulou ! » Paf ! Paf ! deux baffes. Il est tout de suite soigné.

Ce n'est qu'un début. Dès maintenant, nous avons déclaré la guerre à tous les vieux cons de profs fascistes, à tous les parents d'élèves frigidés, aux flics fascistes, à tous ceux qui nous agressent et qui ne nous respectent pas. On nous y oblige pour réaliser le monde dont nous avons envie.

Nous soutenons fermement les luttes de tous les enfants du monde pour peu qu'elles soient dirigées dans le sens de la liberté.

VOUS NE FEREZ PLUS DE NOUS DES VIEUX CONS DE CADAVRES AMBULANTS !

EDUCATEURS, INSTITS, NE SOYEZ PLUS LES FLICS DE L'ENFANCE SI VOUS NE VOULEZ PAS ETRE TRAITES COMME TELS !

LES GOSSES NOUS ONT MONTRES COMMENT JOUIR SANS ENTRAVES DE SON CORPS ET DE SON ESPRIT :

NOUS N'OUBLIERONS PAS LA LEÇON !

F.L.J.

AU BORD DE L'ERDRE

Les rives de l'Erdre sont tenues par les bourgeois, sur l'eau on ne voit que les bourgeois.

Les puissants fascistes de Nantes ont apprécié le calme du coin pour y établir leurs somptueuses résidences à la con, ou pour y faire leurs diners-croisières au son de Beethoven. Ils ont d'ailleurs pris quelques dizaines de kilos de fumier sur la gueule à cette occasion-là.

Un peu avant, on était allé pique-niquer à 1 500 sur les terres d'un de ces gros mecs.

Bonnet fait partie de ces accapareurs, gros architecte pépiniériste, il vole ses ouvriers pour payer à son fiston des jaguars qu'il bousifle les unes après les autres.

Ça faisait déjà un bout de temps qu'on lui avait promis des pépins. Ça commence !



le prochain coup, son bateau, on le coule ou alors on le pique et on en fait un bateau du peuple.

MLF

MOUVEMENT
DE LIBERATION
DES FEMMES

consultation
chez le
professeur
lejeune

Le professeur Lejeune est un professeur illustre du C.H.U. Necker. Il combine les avantages d'être à la fois l'homme le plus capable de déterminer si l'enfant qu'attend une femme sera ou non mongolien (malformé) et l'homme le plus opposé à l'avortement en France.

Le 10 février, donc, à l'institut catholique, l'illustre professeur faisait une conférence. Le mouvement de libération de la Femme était là, en la personne de 150 filles décidées à ne plus tolérer la tyrannie morale d'un Lejeune.

Ceci à l'appel de deux tracts :



Madame,

Grâce à mon génie, à ma science, à ma suprême intelligence et par la découverte glorieuse à laquelle mon nom restera attaché, je suis en mesure de vous annoncer que dans six mois vous accoucherez d'un monstre.

Bonsoir Madame, ne me remerciez pas, vous réglerez à ma secrétaire en sortant.

Mouvement de Libération des Femmes.

Selon un sondage effectué par l'I.F.O.P. au mois de novembre dernier :

— 93 % de la population se prononce pour l'avortement dans le cas où la vie de la mère est en danger.

— 90 % en cas de présomption de malformation de l'enfant.

— 74 % des médecins se prononcent pour l'avortement lorsque la vie de la mère est en danger ou lorsque il existe un risque de malformation de l'enfant à naître.

ALORS A QUI VOUS ADRESSEZ-VOUS MONSIEUR LEJEUNE ?

QUI DECIDE DES ENFANTS QUI DOIVENT NAITRE ?

Vous le généticien qui refusez aux futures mères d'enfants présumés malformés les techniques de ponction amniotique qui permettent de savoir avec certitude si l'enfant est normal ou non ?

Vous l'idéologue — censeur qui décidez en donnant « une petite âme à une cellule » que l'avortement est un crime ?

Vous le grand patron de la génétique française qui bloquez la recherche au lieu de la stimuler au mépris des intérêts les plus vitaux pour les femmes ?

LES HOMMES NE REGLE- RONT PAS NOTRE SORT !

A BAS LA SCIENCE AU SERVI- CE DU PATRIARCAT !

NOTRE VENTRE NOUS AP- PARTIENT !!!

Mouvement de libération des Femmes.

Le Secours Rouge Necker partici- pait à l'opération.

Chahut, graffiti, dessins de fœtus monstrueux entrecouper le dis- cours professoral. Des mecs de l'ins- titut tentent de cogner les filles, se heurtent à la résistance des futures porteuses de vie.

Lejeune : « le fœtus, ce futur homme... »

Les filles : « Femme ! ».

Apothéose de la conférence : une fille s'approche de la tribune, y jete un monceau dégoulinant de mou de veau, saignant et flasque, sym- bole de ce fœtus auquel Lejeune porte tout son amour.

Et de crier : « je viens d'avorter, professeur ».

RICHARD: DECLARATION

Camarades,

Les flics ont souvent eu des morts, pourquoi n'essaieraient-ils pas de nous tuer ?

Cette fois-ci, ils n'ont fait que m'arracher un œil. Mais cela n'est pas suffisant, car nous sommes des milliers et nous avons des milliers d'yeux pour voir.

Dans cet hôpital, les docteurs, les infirmières, le peuple est avec nous. A Nancy, je crois que des ouvriers séquestrent les patrons. De plus en plus, rien ne pourra empêcher les gens de se dresser compacts pour vivre et vaincre. Ils ne pourront jamais nous abattre même s'ils tuent des frères car nous sommes trop nombreux et nous nous aimons.

Non, rien ne nous arrêtera, mes frères. Bientôt je serai debout avec vous.

RICHARD,

Salpêtrière, le 12-2-1971.

UNE POLICE SPECIALE CONTRE UN MONDE NOUVEAU

Nous, soussignés, parents de Richard Deshayes, sauvagement attaqué par les brigades spéciales de la police parisienne, dénonçons LA TENTATIVE DE MEURTRE DELIBEREE dont a été victime Richard Deshayes.

- Nous avons les preuves et témoignages :
- que le projectile qui l'a frappé a été tiré à bout portant au visage alors qu'il était isolé et tentant de sauver une jeune femme blessée à terre et que cette grenade n'était ni fumigène ni lacrymogène,
 - que les brigades spéciales l'ont frappé au sol en riant,
 - que le car de Police-Secours appelé par la pharmacie n'a pas répondu à cet appel,
 - que la police a tenté ensuite par tous les moyens de s'emparer de la veste du blessé, parfois en se faisant passer pour un ami du blessé, cherchant ainsi à liquider une pièce à conviction importante,
 - que le journal « Le Monde » s'est fait, dans son édition du 12 février, le porte-parole de la version, non officielle de la police, alors qu'il n'a pas fait état des témoignages envoyés par la famille aux agences de presse et en portant une accusation ignoble contre la famille soupçonnée de vouloir truquer la pièce à conviction.

Nous appelons tous ceux qui luttent aujourd'hui pour la liberté de la France à empêcher tout étouffement de cette tentative de meurtre.

- Notre fils appelle, de son lit d'hôpital, ni pleurs ni soupirs mais justice et vengeance.
- M. Marcel DESHAYES, tourneur, son père.
 - Mme Nicole DESHAYES, contrôleur au ministère des Finances, sa mère.
 - Mme Claire DESHAYES, institutrice, sa femme.
 - Mme Irène DESON, O.S.I., sa grand-mère.
 - M. Jean DESON, physicien au C.N.R.S., son oncle.
 - Mme Françoise DESON, sténo-dactylo, sa tante.

NOTE AUX FLICS

« Les vêtements de Richard Deshayes sont sous scellés », affirme la police judiciaire. Une enquête est ouverte pour savoir ce qui l'a blessé. Une de ces enquêtes dans lesquelles les preuves disparaissent, les témoins se rétractent. Voyez le livre noir de la police dont « Politique-Hebdo » (numéro du 11 février) a publié des extraits.

Les flics se présentent à l'hôpital pour le voir, en se présentant comme « des amis ». Il leur dit « merde ».

Or :

1. Les flics ne sont pas les « amis » de Richard.
2. Les vêtements ne sont pas entre les mains des flics : ils sont soigneusement gardés.

AU RESTO-U NANTERRE

Rappelons les faits. A l'ouverture du Restau. U. les étudiants découvrent de belles barrières en bois (destinées à canaliser tout mécontentement) et de beaux appartements qui sont là, nous affirment-ils (ON : Remond - Verdier - Vialar - Jonas) pour contrôler les cartes du CROUS. Ce contrôle s'avère vite impopulaire et les 13, 16, 22 octobre quelques barrières sont arrachées et brûlées.

Samedi 30 janvier avait lieu dans le bureau du juge Alain Bernard une confrontation entre un étudiant inculpé et le chef des appartements à l'époque (il s'est sauvé depuis) un certain Robert. Confrontation très instructive. Après avoir fait son faux témoignage contre l'étudiant en question, le jeune chômeur Robert reconnut qu'il possédait de longue date l'adresse de l'étudiant. Quand on lui demanda comment il l'avait obtenue, il répondit en toute franchise : « C'est Vialar qui me l'a donnée » (Vialar : directeur du Restau. U.). On lui demanda donc si Vialar lui en avait données d'autres et lesquelles. Il répon-

AU PALAIS DES SPORTS

Par J.-P. S.

23 heures dans la salle. — Depuis une demi-heure, tandis que le groupe des Kevin Ayers est sur scène, les sandwiches, hot-dogs, esquimaux et bonbons volent au-dessus des têtes. Bientôt arrivent les canettes de bière, les bouteilles de jus de fruit. Un jeune qui descend un bouteille en jerkant à cette réaction : « Pour faire passer l'odeur de gaz lacrymogène j' trouve pas ça mal. » Un peu plus loin, une nana distribue des gâteaux en disant : « Allez-y, les gars ; aujourd'hui c'est gratuit, c'est Pompidou qui paye. » Ces mots, ça donne une idée du climat qui régnait ce 31 janvier au soir. Ça tenait de Woodstock et de Marighela. Pour quelques heures, la ce qu'on aime tous le pop, qu'on

France du fric avait été abolie, en même temps que les barrières renversées à l'entrée pour passer sans payer et les flics butés pour s'être opposés à nous qui criions : « Concert gratuit », « Liberté pour le Pop ».

La télé, la presse bourgeoise n'ont parlé que de la casse faite pour prévenir un possible siège des C.R.S., mais le Palais des Sports, ce soir-là, c'était surtout la fête, l'atmosphère fraternelle qui régnait entre tous. Parce que le bar et le buffet de la salle ont été « libérés », parce que la caisse a été « expropriée » et le pognon distribué à tous les jeunes qui se trouvaient là, parce qu'on se passait les caisses de bouteilles comme les pavés rue Gay-Lussac, et tout ça sur un fond de pop qui vous prend aux tripes, on avait l'impression... de vivre, oui Vivre la Révolution. Comme disait un gars : « Si la Révolution c'est aussi marrant que ça, moi je suis partant. » Eh oui camarade, ce qu'on a compris avec toi, ce soir-là, c'est que l'abondance, la fête et la révolution, ça marche aussi

est bien ensemble avec nos signes distinctifs comme les cheveux longs, qu'on aime tous faire la fête.

Quelle soirée, bon Dieu ! C'est vraie qu'à la sortie on a raté le coche. Pendant qu'on jouait aux gauchistes avec nos bouteilles sur les flics et nos barricades, les trimards, les zonards qui s'étaient retrouvés au Palais « cassaient » une banque rue de Vaugirard (pourquoi on était pas avec eux ?) et des boutiques de petits commerçants (pourquoi on était pas là, pour leur dire qu'on était pas d'accord). Là c'est vrai, on était pas dans le coup. Ceci dit, ça devient de mieux en mieux ces concerts. Les Rolling Stones, vous vous souvenez, c'était pas mal. Là, même sans les Soft Machine c'était le Pied. On fait l'amour avec la Révolution. Et à 5000 ensemble. C'est des trucs qu'on n'oublie pas. Et si la Révolution commence à s'occuper de nos désirs, mais on va tous désirer faire la Révolution. Dites, c'est quand la Révolution, je veux dire, le prochain concert pop ?



AU BORD DE L'ERDRE

Les rives de l'Erdre sont tenues par les bourgeois, sur l'eau on ne voit que les bourgeois.

Les puissants fascistes de Nantes ont apprécié le calme du coin pour y établir leurs somptueuses résidences à la con, ou pour y faire leurs diners-croisières au son de Beethoven. Ils ont d'ailleurs pris quelques dizaines de kilos de fumier sur la gueule à cette occasion-là.

Un peu avant, on était allé pique-niquer à 1 500 sur les terres d'un de ces gros mecs.

Bonnet fait partie de ces accapareurs, gros architecte pépiniériste, il vole ses ouvriers pour payer à son fiston des jaguars qu'il bousille les unes après les autres.

Ça faisait déjà un bout de temps qu'on lui avait promis des pépins. Ça commence !



le prochain coup, son bateau, on le coule ou alors on le pique et on en fait un bateau du peuple.

MLF

MOUVEMENT DE LIBERATION DES FEMMES

consultation chez le professeur lejeune

Le professeur Lejeune est un professeur illustre du C.H.U. Necker. Il combine les avantages d'être à la fois l'homme le plus capable de terminer si l'enfant qu'attend une femme sera ou non mongolien (mal formé) et l'homme le plus opposé à l'avortement en France.

Le 10 février, donc, à l'Institut catholique, l'illustre professeur fait une conférence. Le mouvement de libération de la Femme était là en la personne de 150 filles décidées à ne plus tolérer la tyrannie morale d'un Lejeune.

Ceci à l'appel de deux tracts :



SURVEILLEZ LA POLICE

APPEL DU SECOURS ROUGE

1. La police n'a pas bonne réputation et pour cause... Les scandales ne se comptent plus.

2. Dans notre pays, il existe des corps spéciaux de répression, qui n'ont même pas l'alibi de faire la circulation, sauver les noyés ou poursuivre les gangsters patentés.

IL Y A DES CORPS DE POLICE QUI NE VIVENT ET NE SONT PAYÉS QUE POUR LA REPRESSION DES GENS. ILS S'APPELLENT : BRIGADES SPECIALES, C.R.S., GARDES MOBILES...

3. Lors de la dernière manifestation du SECOURS ROUGE, les brigades spéciales d'intervention ont tiré leurs grenades à bout portant, se servant de leur lance-grenade comme instrument de mort. Cette fois-ci ils n'ont « réussi » qu'à blesser grièvement une quinzaine de personnes. Richard DESHAYES, atteint au visage, a perdu un œil et frappé à terre, a les os de la face brisés. Claudine X : la gorge ouverte.

En fait, cette police politique spéciale VEUT TUER. Ils ne se privent d'ailleurs pas de le dire.

4. Aujourd'hui, il s'agit de réagir contre l'arrogance et la brutalité des forces spéciales de répression et l'attitude fasciste de certains policiers. Le tabassage des jeunes, des immigrés, la gâchette facile, les « suicides », l'utilisation de faux et d'intimidation illégales, tout cela n'est plus à prouver.

5. C'est à l'ensemble des gens qu'il appartient aujourd'hui de surveiller la police et non le contraire.

EXIGEONS : LA DISSOLUTION DES BRIGADES SPECIALES D'INTERVENTION.

— LE SECOURS ROUGE SE PROPOSE DE CENTRALISER LA SURVEILLANCE DE LA POLICE.

— ENVOYER AU SECOURS ROUGE LES PLAINTES CONTRE LA POLICE.

— COMMUNIQUER LE NOM, LE MATRICULE, L'ADRESSE DES POLICIERS PARTICULIEREMENT FASCISTES DE TELLE MANIERE QUE DES MESURES SOIENT PRISES, Y COMPRIS L'APPEL A LA JUSTICE.

— D'ORES ET DEJA DANS LES LYCEES, FACULTES, QUARTIERS, QUE DES GROUPES SE CHARGENT DE CONTROLER LA POLICE.

Ceux que nous combattons, ce sont les chefs, les responsables. Si les gouvernements ont l'habitude de protéger les chefs et de laisser tomber les exécutants. Pour nous c'est le contraire.

Dans l'ordre :

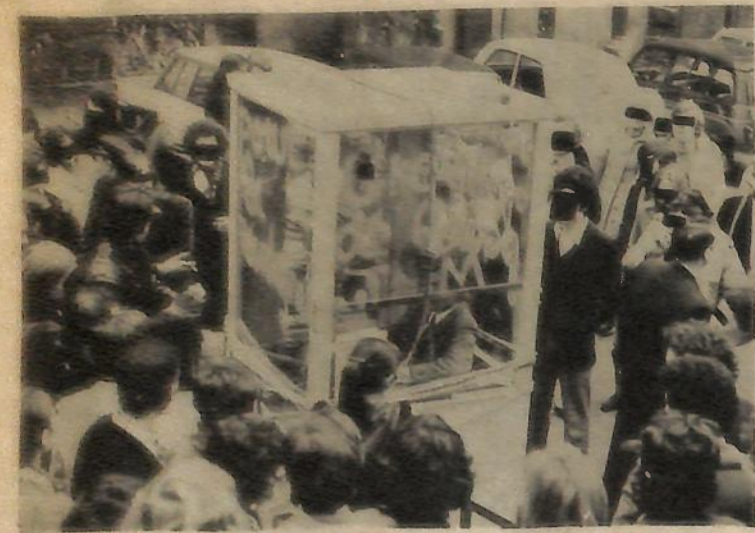
LES BRIGADES SPECIALES, payées pour se préparer à tuer les gens.

LES CIVILS dont le rôle n'est pas l'intimidation mais le coup bas qui utilise tous les faux possibles.

LES POLICIERS PARTICULIEREMENT FASCISTES ET SADIQUES qui s'amuse à humilier les hommes et surtout les femmes ; et se croient les maîtres du monde dans leur commissariat.

SONT A SURVEILLER.

SECOURS ROUGE.



DE LA SÉQUESTRATION CONSIDÉRÉE COMME UN DES BEAUX-ARTS

(A propos des « incidents » du 28 janvier et suivants survenus à l'Unité Pédagogique n° 6 d'architecture.)

— IMAGINEZ un truc vraiment scandaleux ! Vernier, qui un assistant vacataire devait être vidé, l'administration refusant de le payer. Non pas tellement parce qu'il était le remplaçant de Le Dantec (ancien directeur de la « Cause du Peuple » qui a passé huit mois à l'ombre), pas tellement non plus parce qu'il était un des grévistes de la fameuse chapelle Saint-Bernard, mais surtout parce qu'il représentait tout ce qu'on avait essayé de mettre en place d'offensif au niveau de l'enseignement : à partir du cours de construction, les visites de chantier devenaient des enquêtes sur les conditions de travail, sur la sécurité, sur les rapports de classe dans la production ; et l'étude du chantier de Maine-Montparnasse était une propagande explosive, simplement quand elle comparait les locaux des cadres et ceux des ouvriers.

— IMAGINEZ que ce scandale doublement scandaleux ! Alors qu'on prétendait virer Vernier pour des problèmes financiers, certains anciens grand patrons tombés de leurs sièges en mai 68, persistaient à occuper des postes dits « de première catégorie » soit 400 000 balles par mois et ne foutaient plus les pieds à l'école, mais bien sûr touchaient leurs salaires, évidemment c'était pas leur seules ressources, nous avions affaire à des grands noms : ainsi Gillet, architecte en chef des prisons, bâtisseur d'églises, de drugstores,

et de prisons. Faugeron grand déguiseur (de prestige...) et de prestige (pavillon français de Montréal, projet des Halles...) chef officiel du style V^e République, et Vivien autre pute au service du capital.

— IMAGINEZ que tout avait été fait pour faire cesser ce double scandale :

— le collège des enseignants, largement progressiste avait voté une motion à l'unanimité ;

— le S.N.E.Sup. et l'U.N.E.F. avaient pris une position très ferme ;

— une délégation massive dans les locaux de la direction avait posé les problèmes avec force et netteté devant un directeur qui se déclarait d'accord avec nous pour dire que c'était un scandale qui avait essayé d'intervenir, qui se sentait impuissant a... ..

— IMAGINEZ qu'une assemblée générale de près de 300 personnes avait très bien discuté et repris tous ces problèmes, mais se trouvait coincé quand aux moyens d'action à mettre en œuvre.

— IMAGINEZ que juste à ce moment là Monsieur le Directeur-Adjoint Bourdalé, vient à passer à proximité de l'amphi ; une proposition fuse : « Et si on séquestrait Bourdalé dans la guérite à l'entrée de la cour ? ! ! » visiblement cette idée est en reprise avec enthousiasme et toute l'A.G. sort de l'amphi entouré Bourdalé.

Celui-ci doit penser que c'est une A.G. qui sort de l'amphi et pas plus, il discute avec quelques copains au milieu des 300 personnes en marche et c'est seulement à dix mètres de la guérite qu'il comprend ce qui va lui arriver et qu'il fait mine de résister. Sans violence particulière on le coince dans la cage de verre. On ferme à

clef. On entoure avec chaînes et cadenas. On fait des affiches et des bombages sur deux thèmes : REINTEGRATION DE VERNIER et SOUTIEN INVOLONTAIRE A LA GREVE DE LA FAIM DES EMPRISSONNES.

La scène vaut le coup : lui blanc de peur essaie de rire jaune, nous, on a été acheté de la bouffe et à boire, on rigole, on l'insulte, les gardiens, le personnel soutient plutôt de voir leur chef hiérarchique aussi ridicule, les enfants de la crèche viennent lui faire des grimaces les gens qui passent dans la rue sont invités à venir voir.

Ça dure deux heures et puis les flics arrivent, enfoncent les grilles et se répandent dans la cour avec casque et matraque. Nous on se tire, ce jour-là on ne se battra pas.

Le reste c'est de développer les photos prises, de rédiger un communiqué de presse, de faire le tour des agences de presse et des journaux pour être sûr que ça se sache.



Le premier séquestre à lire « Tout »

TOUT ÇA C'ÉTAIT POUR FAIRE ECLATER CE SCANDALE

Comme on voulait que nos raisons soient les plus claires possibles, on prépare une expo intitulée VERNIER, pas FAUGERON, la dénonciation, pas la mystification.

On fait une fausse convocation sur papier à entête signée du directeur, envoyée avec les enveloppes officielles, pour les journaux, les services d'archi du ministère, les grosses boîtes de construction, les grandes agences... (pendant deux jours le standard de l'école a été bloqué par les coups de téléphone de démenti.)

Cette expo, on voulait la faire dans les locaux de la direction. Ce jour-là tout était fermé, le personnel évacué — les flics en grand nombre autour de l'école — ça sentait le piège. On fait l'expo dans le hall sans se priver d'écrire sur les murs ce qu'on pensait. Et comme l'administration semblait inutile aussi bien pour répondre à nos demandes que pour recevoir nos expositions on a muré la porte centrale avec parpaings et béton.

LA SEMAINE QUI SUIVIT IL Y A DEUX TRUCS PLUTOT TROUBLES :

L'incendie des dossiers dans les locaux administratifs d'U.P. et l'attaque, un soir, des locaux par des loulous visiblement conduits par des flics : des provoc. pour justifier un raidissement du ministère (ceci dit, comme les feuilles de valeur ont brûlé, ça concerne la masse des étudiants touchés dans leur avenir de petits commerçants, et le débat, pour une fois, porté sur nous-mêmes en tant que futurs cadres... Ce débat-là, c'est pas inutile...)

Après ça, effectivement, le ministère se décide à réagir : Bourdalé porte plainte, un copain, Léon, est arrêté chez lui et inculpé. On perquisitionne chez un assistant photographe.

LA GRÈVE DE LA FAIM, LES BOURGEOIS PRIS AU PIÈGE

De notre-Dame de Lorette à Montparnasse Des prisons à la halle aux vins, Lille, Toulouse...

Beaucoup de sceptiques, au départ, commentent cette grève, mi désabusés mi cyniques : ça ne passera pas le mur de l'information, c'est une grève de gauchistes pour leurs droits politiques à eux, les gens s'en foutent. Et puis ça ne fait aucun mal aux bourgeois, puisque ça n'atteint que les gauchistes dans leurs corps.

Et puis, sans qu'on sache comment ni pourquoi, cette forme d'action étrange se répand : travailleurs de la S.N.C.F., des profs et des étudiants à la Sorbonne, la Halle aux Vins, Lille, des militants du Secours Rouge à la gare Montparnasse.

N.-D. de Lorette ou la gare Montparnasse se transforment en mini-meetings permanents, à Montparnasse, des centaines de gens passent tous les jours, discutent. Des gens du quartier, des voyageurs, face à ces grévistes sur leurs lits.

Au début, une affaire de gauchistes, de maoïstes très précisément. A la fin, un mouvement de masse. Bien sûr, La Cause du Peuple est l'origine du mouvement. Mais tout ce développement populaire est un décalage total avec le seul objectif d'origine : droits politiques pour des prisonniers gauchistes. Et puis pas mal de nos camarades qui n'y croyaient pas ont déconnés, obsédés par la nécessité d'une campagne sur le Tchad, ils n'ont pas compris à temps ce qui se passait.

IL NOUS RESTE NOTRE CORPS

Dans une société où l'on est progressivement dépossédé de tout pouvoir d'intervention, où toute modification de l'ordre moral passe par d'immenses efforts, où la parcellarisation des gens est au maximum, il nous reste au moins notre corps.

Les trois grévistes de N.-D. de Lorette l'expliquent : Ce sont des travailleurs licenciés pour prescription d'affichage de tracts « les prudhommes ? le résultat sera donné dans deux ans... »

Les syndicats ? toute une filière à remonter. Et puis, comme on est auxiliaire, on ne compte pas... Alors on peut au moins agir sur nous-mêmes que les bourgeois prétendent respecter universellement. En menaçant de nous détruire, nous dérangeons l'ordre d'un monde fondé sur l'acceptation. Les prisonniers en grève de la faim, en allant au bout de l'oppression d'un mois de grève pour ceux de Toulouse, la deuxième grève de Geismar... retournent leur oppression contre le système.

Un gréviste de la faim en prison redevient un homme.

Le directeur de la prison, les matons, tout le monde redécouvre qu'il faut bien discuter avec lui, puisqu'il a conquis un pouvoir, celui, en se détruisant,

d'en foutre un coup à l'homme universel que les bourgeois prétendent respecter en chacun.

Geismar a reçu deux fois le directeur de la prison, qui lui apportait du lait chaud : la deuxième fois, il lui a envoyé dans la gueule son lait.

A la limite du suicide, de ce suicide provocateur, celui des jeunes qui se brûlent en place publique comme à Argentré ou à Lille, les grèves de la faim ont fini par percer le mortel et glacial silence de la presse.

France Soir, en première page, lundi 8 février : « La prison, c'est assez ». Frossart, dans le « Figaro » de même. « Le Monde », 9 février, une page entière sur la commission créée par Pleven pour attribuer les droits politiques, mais aussi sur les conditions pénitentiaires (un groupe d'enquête a été créé par M. Foucault là-dessus). Débat à Europe le lendemain sur le même sujet.

Non seulement l'humanisme bourgeois a été pris à son propre piège, mais l'opération « les gauchistes ne parlent que des gauchistes » a échoué. 20 « droits communs » ont fait la grève par solidarité. L'ignoble prison française, l'une des pires au monde, passe au centre de l'indignation publique... Fête et grève à la Halle aux Vins.

Pop et politique, faim et fête, suicide et dévouement, tragique et joyeux : la fête de la Halle aux Vins a bien symbolisé ces gigantesques et terrible défi ironique lancé par la grève de la faim à Pleven, l'humanisme auquel on ne coupe pas facilement l'appétit. 5 000 jeunes qui dansent, qui font des feux de joie, des farandoles en criant « Pleven — Salaud — Le peuple aura ta peau ». Des films qui n'ont guère marché. Des groupes pop qui ont mieux marché. Et surtout, dans l'amphi en plein air, ce dévouement sans contrôle : ça n'était pas un « meeting de soutien », c'était même assez gratuit dans tout le sens du terme. Mais ça montrait un nouveau visage de cette arme difficile qu'est la grève de la faim : les grévistes ne voulaient pas d'une pitié souteneuse. Ils voulaient faire tout de suite quelque chose, baisser les bourgeois. La fête à côté des copains qui risquaient leur santé n'était pas indécente, parce que ce n'est pas de pitié qu'ils avaient besoin.

La joie de baisser les bourgeois, de retourner contre eux leurs armes psychologiques ont rendu les grévistes les plus forts.

Des profs, des étudiants, des auxiliaires de la S.N.C.F... Bien sûr, on a tous rêvé d'autres moyens de lutter ensemble. Ceux qui ont continué après la commission de Pleven, ceux qui sont en dehors des prisons, savent au moins que personne ne peut décider à leur place de ce que devient leur action.

COINCÉ DANS SES CHIOTTES LE DOCTEUR MULDWORE A



ETE SEQUESTRE par ses propres fous, suite à son dernier article dans « l'Humanité », sur la nécessité d'un juste milieu modéré en matière sexuelle. Il n'a donc pu écrire sa chronique.

SÉQUESTRATION ENCORE !

Nancy : Permani est une entreprise de 300 ouvriers, pas mal d'immigrés. Ici à Permani, le jeune syndicat C.F.D.T., a l'air d'avoir conservé un peu de la vigueur des comités de lutte, des ateliers d'après mai 68.

Comme tout le monde, ils ont séquestré.

Yves Hardy (arrêté pour le Palais des Sports) relaxé...! c'est donc pas impossible!

« Choisis » parmi une vingtaine de jeunes interpellés, après la sortie, Marc Touche et Yves Hardy étaient inculpés de violences à agents et de rébellion. Mais le tribunal a désavoué les flics et leurs témoignages bidons.

La leçon du procès c'est que, dans certaines conditions, on peut baisser l'ennemi sur son propre terrain, avec ses propres armes, sans se prostituer — le procès d'Yves n'était pas un modèle de procès politique —. Il a fait des concessions en reconnaissant le tribunal comme un interlocuteur valable. Mais Yves s'est arraché des griffes des flics, et cette claque dans la gueule à Grimaud à la saveur d'une victoire politique.

Cette page a été rédigée par Jean-Paul Sartre.

LIBÉRONS PARIS

Les prisonniers politiques, ils sont dans la rue. Cernés, traqués. C'est la chasse à l'homme. Le crépuscule des policiers, avec ses nuages de casques et de boucliers, de fusils et de matraques. De la porte d'Orléans à Pasteur, ils sont partout, florescences vénéneuses de C.R.S., gardes mobiles, brigades spéciales, motards. C'est l'heure du Secours Noir, la manifestation policière dans tout son déploiement, comme s'ils étaient venus de partout, tous les flics de Paris, ceux qui arpentent les boulevards ou les entrées d'usine, ceux qui rôdent dans les voitures neuves au antennes de verre des Renseignements Généraux... par les rues étroites, ou les grandes avenues, leurs cortèges de fourgons métalliques défilent silencieusement, les portes prêtes à vomir des flots de « justiciers ». Paris pollué. Paris marée noire, et à Radio Luxembourg, Gilbert Cesbron dénonce les casseurs. « Les étudiants sont dépositaires du bon goût », dit-il... disent-ils. Au Journal télévisé, toujours les mêmes conneries. Comme tout est écoeurant ce soir, ce lundi 31 janvier, comme on a envie de balayer toute cette racaille qui encombre... tandis que des milliers de manifestants venus crier à l'appel du Secours Rouge leur solidarité avec les ouvriers des Batignolles à Nantes, et les prisonniers politiques qui font la grève de la faim cherchant un regroupement chaque fois disloqué par la dictature policière. Au 52 rue Lecourbe, un garagiste livre à la police dix manifestants réfugiés dans ses locaux. Paris, pourri, prisonnier. Libérons Paris !



Un directeur, même adjoint, ça se séquestre quand même ! ...



PHOTOS PRISES EN JUILLET 70 EN GUINÉE BISSAU

UN EMPIRE QUI S'ECROULE

MOZAMBIQUE, ANGOLA, GUINÉE, CAP VERT

Mozambique, Angola, Guinée - Cap Vert : le vieux colonialisme portugais en prend un bon coup dans la gueule. Devant les victoires de plus en plus nombreuses des révolutionnaires de ces pays, Caetano ne peut se défendre avec ses seules forces. Aussi les U.S.A., la R.F.A., l'Angleterre, la France viennent lui donner, dans le cadre de l'OTAN, un bon coup de main. Les livraisons d'armes s'accroissent et la mission des civilisateurs blancs en Afrique peut continuer. Mais la lutte ne se mène pas seulement dans les colonies. Au Portugal même les anticolonialistes de plus en plus nombreux développent le soutien aux révolutionnaires des colonies. Aussi la répression s'intensifie. Pour en donner une idée voici un communiqué du Comité de Lutte Anti-impérialiste Portugais.

Au cours des mois d'octobre et de novembre 1969 commença une nouvelle vague d'arrestations de militants anticolonialistes, aussi bien dans la métropole que dans les colonies ; elle se poursuivit durant les premiers mois de 1970.

En Angola, environ 70 militants anticolonialistes ont été arrêtés ; dans la plupart des cas, on ne connaît ni leur identité, ni le lieu de leur détention. Les familles des prisonniers elles-mêmes n'eurent droit à aucun autre type de renseignements. Quelque temps après, on leur annonça seulement que sur décision administrative émanant du gouvernement général, les militants allaient être portés, à partir du 28 avril 1970, dans les camps de concentration de Tarrafal (au Cap-Vert) et de Saint-Nicolau (en plein désert de Moçamedes en Angola) pour une période de 15 à 20 ans.

Toutefois il est probable que les colonialistes ne se sont pas limités à déporter ces militants anticolonialistes dans les deux camps de concentration cités, puisque l'on connaît l'existence d'autres camps comme les camps de concentration de Missombo (dans les terres que l'on appelle de la Fin du Monde), de la Baie des Tigres, etc., où se trouvent plusieurs milliers d'héroïques combattants des armées de Libération nationale des trois fronts de combat anticolonial : Angola, Guinée et Mozambique. A titre d'exemple, il faut remarquer que dans le seul camp de concentration de Saint-Nicolau, environ 2 900 nationalistes sont actuellement détenus !

Durant les interrogatoires des militants arrêtés en Angola au cours desquels ils étaient soumis à toutes sortes de tortures, un de ces militants du nom de Ventura fut assassiné : il succomba aux tortures.

Parmi les 70 militants arrêtés, seulement deux d'entre eux vont avoir droit à un jugement, les autres, comme nous l'avons vu, furent déportés dans les camps de concentration sur simple « mesure administrative » prise par le gouvernement général, suivant les conseils de la P.I.D.E., la célèbre police politique. Les deux militants en question sont les seuls blancs parmi l'ensemble des militants arrêtés à la même occasion. Il s'agit de Antonio Ferreira Neto, médecin, et de Rui Ramos, étudiant. Ils furent conduits à Lisbonne où ils seront jugés prochainement (la date n'est pas encore déterminée) pour « activités contre la sûreté de l'Etat ».

Dans le groupe de militants déportés dans les camps de concentra-

tion, on distingue un groupe de 36 jeunes, pour la plupart des étudiants, et dont les principaux éléments furent accusés du détournement vers la Pointe-Noire de l'avion de la DTA qui effectuait le vol Luanda - Santo Antonio do Zaïre.

Quelques-uns de ces militants, menacés d'être passés par les armes, furent obligés de signer une « confession » selon laquelle ils se proposaient, à travers leurs « activités subversives », d'assassiner Marcelo Caetano !

L'administration coloniale, à travers ses forces répressives et en particulier par l'intermédiaire de sa police politique (DGS-PIDE), face à une situation explosive et à la victorieuse guerre de libération des peuples des trois colonies (les deux tiers du territoire de la Guinée-Bissau sont libérés et les nationalistes se préparent à jeter à la mer le restant des troupes colonialistes cantonnées dans les villes du littoral), réprime aveuglément et le plus cruellement possible quiconque est suspect d'entretenir des sentiments nationalistes. Le tigre en papier, qui est en fait le système colonialiste portugais, avant de succomber face à la victorieuse guerre de libération des peuples des colonies, se manifeste dans un dernier souffle d'énergie à travers les plus horribles actes de sauvagerie et de cruauté, qui l'entraînent inéluctablement vers son effondrement total.

Il est difficile d'évaluer l'ampleur de la vague d'arrestations dans les autres colonies : Guinée-Bissau, Cap-Vert et Mozambique, effectuée à la même occasion, étant donné le manque d'informations que nous avons à ce sujet.

Toutefois, le n° 10 du bulletin « PAIGC Actualités » (organe en langue française édité par le Parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), de novembre 1969, mentionne l'arrestation de plusieurs militants anticolonialistes du Cap-Vert, accusés d'entretenir des relations avec le PAIGC et condamnés par le tribunal militaire siégeant à Praia (île de Santiago). Après plusieurs mois de détention arbitraire au cours desquels ils furent torturés, les militants suivants : Carlos Lineu Miranda, Luis Matos da Fonseca, Carlos Dantas Tavares et Jaime Bem Hare Scofield furent déportés dans le camp de concentration de Tarrafal (que les colonialistes appellent maintenant Chao Bom) pour une durée qui va de 2 ans et demi à 5 ans, avec suspension des « droits politiques » pour 15 ans.

A Lisbonne, sensiblement à la même



me époque, la PIDE procède à une série d'arrestations de militants anticolonialistes, accusés d'entretenir des relations avec le MPLA (Mouvement Populaire de Libération d'Angola). Dans une note envoyée à la presse le 15 avril 1970, la PIDE annonçait que neuf militants anticolonialistes avaient été mis à la disposition du Tribunal criminel en vue de leur futur jugement.

Le 11 février, le Tribunal plénier de Lisbonne juge ces 9 militants, pour la plupart originaires d'Angola.

Le 21 février est la journée mondiale anti-impérialiste. Elle doit être un jour de soutien et de popularisation de la victorieuse guerre de libération des peuples des colonies portugaises, qui s'est déclenchée, il y a exactement 10 ans, le 4 février 1961, avec l'assaut des casernes et des prisons de Luanda (Angola).

Le procès des 9 militants anticolonialistes qui commença le 11 février, la vague d'arrestations d'octobre-novembre 1969 en Angola et dans les autres colonies révèle au grand jour le caractère hideux de la domination colonialiste portugaise soutenue par les grandes puissances impérialistes ayant à leur tête les U.S.A., les crimes de guerre commis par l'armée colonialiste, les tortures et les déportations effectuées sous le contrôle de la PIDE-DGS, les divers camps de concentration où pourrissent les meilleurs fils du peuple africain en lutte pour son indépendance totale contre les forces colonialistes et néo-colonialistes.

Le procès du 11 février doit être transformé en procès du régime colonialiste portugais !

Le procès du 11 février doit être l'occasion pour le peuple portugais de manifester son entière solidarité avec la juste lutte des peuples des colonies et de transformer cette date en une journée de lutte anticolonialiste !

La commémoration de la journée anti-impérialiste du 21 février doit être directement associée à ces événements.

COMMUNIQUE DU
Comité portugais
de lutte anti-impérialiste.

LA GUINÉE C'EST PAS CE QU'ON EN DIT!

On s'est tous bien émus. 58 exécutions en Guinée. Ça t'en fiche un coup. T'as beau te dire que... et que... t'arrives pas à l'avaloir. Sacré humanisme camouflé. Seulement, on s'est tellement ému qu'on a oublié qu'il faut se méfier de la presse bourgeoise et on n'a rien compris à la manif Autocritique donc sur nos larmes. Et essayons pour une fois de voir un peu plus loin que le bout de notre nez.

Quelle horreur !...

Quelle horreur, quelle barbarie ! le monde entier en frémit. Sekou Touré a fait exécuter des prisonniers politiques, et 58, en plus. Il en a même fait un poème. L'ennui, voyez-vous, c'est que la presse, en mal de sensations et de calomnies, a mal fait ses comptes. Il n'y a eu « que » 8 exécutions. La différence est de taille. Mais Decraene nous balance un texte dans « le Monde » comme quoi cette erreur est due, bien sûr, à la censure qui existe en Guinée. Regardez au Cameroun, on a su tout de suite qu'il y avait eu 3 exécutions. C'est un pays libre, là-bas. On sait tout de suite la vérité. Puis monsieur Pompidou va aller serrer la main d'Ahidjo.

Alors, assez d'hypocrisies, de vertus indignées. Des faits. D'abord la Guinée est le seul pays d'Afrique dite francophone à avoir refusé en 58 d'entrer dans la « Communauté », c'est-à-dire d'ouvrir grandes les portes au néo-colonialisme français ; ça crée des rancunes. Ensuite Sekou Touré se prétend socialiste. Un mot bien effrayant qui pourrait donner de drôles d'idées à de drôles de gens. Bien sûr, le socialisme ça ne se construit pas sans le peuple et en cela le régime guinéen n'est pas tellement différent de celui des révisos d'Europe de l'Est. Mais raison de plus pour faire l'amalgame : socialisme = privation de liberté. Et surtout, il y a en Guinée Bissau, colonie portugaise, une lutte anti-colonialiste radicale. Le P.A.I.G.C. (Parti des Révolutionnaires guinéens) contrôle la majorité du pays et il est fortement soutenu par la Guinée de Conakry. Alors le 22 octobre, les Portugais ont essayé de renverser Sekou Touré pour couper le P.A.I.G.C. de ses bases arrière. Il y a eu un débarquement de mercenaires portugais et de fantoches guinéens, tout ce beau monde armé par la vertueuse France (voir les entretiens Shuman-Caetano). Ça n'a pas marché et Sekou Touré a fait condamner à mort les envahisseurs.

Là où on voit que la Guinée n'est pas socialiste, c'est dans le déroulement des procès. Les accusés ne peuvent même pas s'expliquer, on entend seulement des bandes magnétiques, tout cela devant un tribunal d'exception, c'est évident. Alors qu'un véritable procès populaire aurait montré la réalité de cette invasion, aurait mis clairement en relief l'impérialisme portugais et ses complices. Ça, ça aurait gêné les crevures du monde entier. Seulement, dans un pays qui n'est pas socialiste, des procès populaires ça n'existe pas. Et la bourgeoisie mondiale sait en profiter et essayer de faire oublier ses massacres respectifs.

LAOS

« Bientôt nous devons venir vous sauver ». « Dans deux heures vous serez en train de vous replier. » Ces quolibets des G.I.'s accompagnaient les rangers sud-vietnamiens au moment où ils envahissaient le Bas-Laos. Et ils n'étaient pas quittes pour autant. Beaucoup durent franchir, avant la frontière lao, des haies de G.I.'s faisant de leurs doigts le signe V des pacifistes américains. Les « meilleurs » eurent même « droit à des sifflets moqueurs ».

Cela donne déjà une idée du climat dans lequel a débuté l'offensive impérialiste et du degré de confiance que les « conseillers » américains accordent à la « vietnamisation ».

On parle beaucoup dans la grande presse de cette reprise de l'initiative par les troupes U.S. Mais le fait marquant de ces derniers mois en Asie du Sud-Est, c'est la conférence des peuples indo-chinois.

L'offensive U.S. tente de pallier au plus pressé, pour colmater les brèches créées par les forces révolutionnaires depuis juin 70. Une conférence des peuples en lutte, ça produit des résultats tangibles. Nixon s'en est rendu compte. Il tente aujourd'hui un coup de poker en dissimulant ses faiblesses derrière une agressivité de façade. Relayé par tous les organes d'information occidentaux, les premiers pas des fantoches sud-vietnamiens en territoire lao, sont présentés comme les signes d'un vaste succès futur. C'est la même orchestration que pour le coup de Phnom-Penh. Mais au Cambodge, le Pentagone n'aura pourtant pavané qu'un seul printemps. Le travail souterrain de la C.I.A. aboutissait en mars 1970, et Sihanouk devait prendre le chemin de l'exil. Moins d'un an plus tard, les deux tiers du Kampuchea sont tenus par les maquisards khmers.

Au Laos, l'euphorie U.S. risque d'être d'aussi courte durée. La tenaille impérialiste qui s'est refermée au niveau de la route numéro neuf, ne serre que du vent. Cette offensive était prévue de longue date par les dirigeants du Front Patriotique Lao (F.P.L.). Lorsque le loup est aux abois, il n'imagine que la fuite en avant pour sortir de l'impasse.

Et les guérilleros lao qui ont été à bonne école (« lorsque l'ennemi avance, nous reculons... ». Mao,

vous savez) ont adopté la tactique du vide et des harcèlements meurtriers. Laisser s'enfermer l'ennemi pour le fixer au moment choisi, c'est une tactique qui a déjà fait ses preuves l'année dernière dans la plaine des Jarres. Et les harcèlements déjà effectués ont l'air de se révéler payants. L'aviation U.S. déjà engagée a été décimée et la progression des fantoches fortement retardée. Tous ces éléments permettent de dire que les résultats attendus à Washington ne seront pas atteints. D'autant que le Front développe sa stratégie de manière autonome, et fait actuellement sauter les derniers verrous qui dans le nord du pays, protègent Luang-Prabang et Vientiane. L'écho des premiers cris de panique poussés dans la capitale Lao parvient jusqu'à Bangkok, et l'une des conséquences du dernier coup de poing de Nixon, pourrait bien être un nouvel élargissement du théâtre du conflit indo-chinois à la Thaïlande. Autant dire un nouveau succès pour le Pentagone, qui une fois de plus favoriserait l'extension de la guerre populaire !

Décidément le borbier indo-chinois dans lequel trempe Nixon se transforme en sable mouvant. Et si on exclut le recours aux armes nucléaires tactiques, que la mobilisation des masses U.S., que notre mobilisation, doit empêcher, on se prend à penser que pour Nixon, la prochaine planche de salut risque de faire défaut.

LES PEUPLES INDOCHINOIS ONT OSE SE REVOLTER ; ILS SAVENT RESISTER A L'AGRESSION ; ILS VAINCRONT.

G. C.



du 5 au 11 février, 62 avions et hélicoptères yankees abattus.



CON COMME LA LUNE

Un nouveau triomphe pour la science humaine, américaine de surcroît. Deux nouveaux mecs posent leurs pattes sales sur la Lune. Au-delà des Etats-Unis c'est l'Homme qui triomphe. L'Homme Blanc sous-entendu. Et Ducrocq de s'égosiller à Europe 1 sur l'avenir radieux de l'Humanité. L'Homme c'est quelque chose, non, et surtout quand il est « de la trempe de Shepard » (voir les déclarations de la N.A.S.A.).

Moi, tout ce bordel techniciste ça me débecte. Des semaines où, quand tu ouvres ton poste, tu n'entends parler que de ça. Et ils arrivent, et ils ramassent des pierres lunaires, et ils reviennent, et Nixon leur serre la main. Merde alors, pendant ce temps-là 14 000 jeunes, au moins, se suicident en France, les fantoches sud-vietnamiens envahissent le Laos déjà super-détruit par les bombes U.S., des camarades ont failli crever en tôle d'une grève de la faim, d'une grève de la liberté et moi j'ai du mal à parler aux autres. Et j'en passe... Le rapport, me direz-vous ? Il est là dans l'image de l'homme, de son avenir qu'on nous fabrique à grands coups de publicité, à grands coups de science magique qui peut tout : aller dans la lune, te greffer un cœur. Bientôt un cerveau... Le quotidien, sa merde c'est oublié pendant les

quinze jours de cette nouvelle épopée. Allez, mon pote, oublie que tu es un pauvre mec plein de problèmes et identifie-toi un bon coup à ce moderne chevalier dans sa belle armure allant te décrocher le Graal dans les lointains espaces.

Ton fils allant sur la lune foutre 50 cents dans une machine pour boire du Coca-Cola. L'Avenir quoi c'est aujourd'hui transporté ailleurs. Regarde Shepard, c'est tellement moderne dans sa cabine qu'il va bientôt boire ses propres urines, manger ses propres déchets grâce à un circuit reconstitué. Comme nous tous les jours avec notre air pollué et nos poissons au mazout. Et sa femme au cosmonaute, elle attend, anxieuse, le retour de son Héros. Toutes les femmes du monde attendent le retour de leur mâle de l'usine ou du bureau en nettoyant bien la maison et en faisant bien le lit parce que le repos du guerrier c'est sacré.

Foutu avenir, foutue science, la même chose : ton rêve standardisé devant l'écran magique à débiter la vérité, étranges sonnettes. Shepard si tu crevais là-haut tu aurais bien mérité de l'humanité. Allons un petit effort, c'est pas difficile, juste un bouton à presser.

le capital pollue?

grenoble

1 Il était une fois une rivière qui avait fait son trou dans une vallée creusée de hautes montagnes

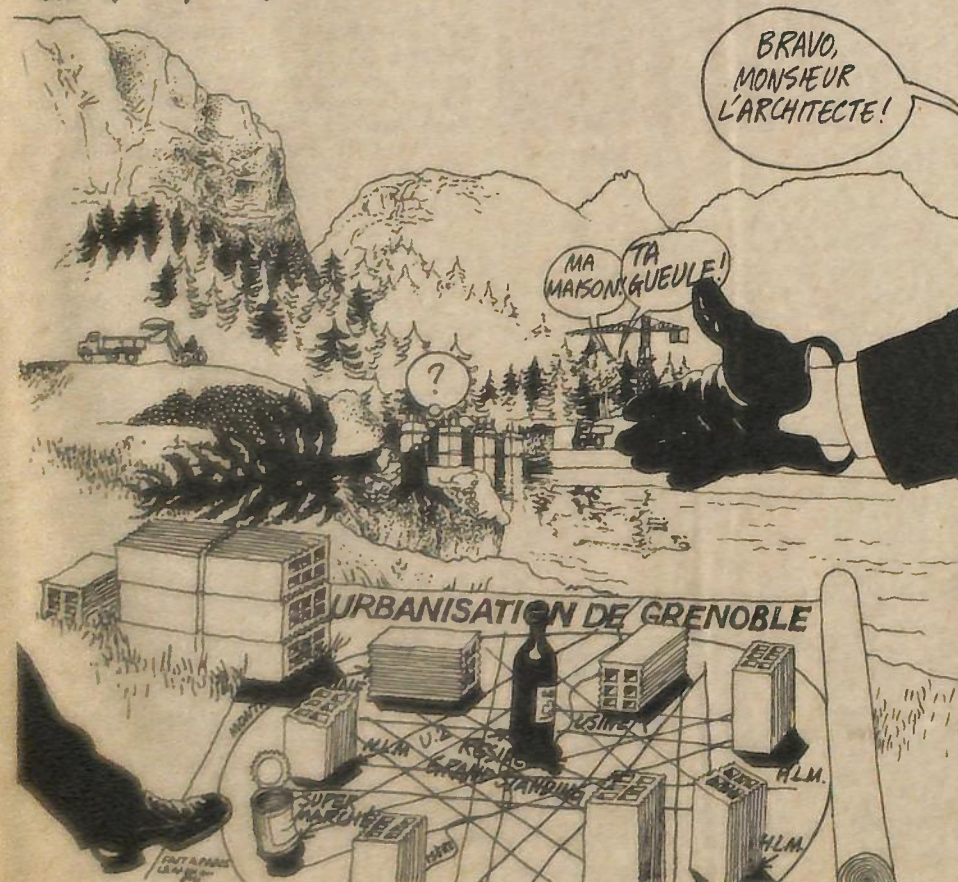


L'été, il faisait bon venir manger quelques fruits sur les berges.

2 Outre de voir que tout cela ne servait à rien, survint un homme au cerveau fertile



3 Comme son portefeuille l'était aussi, il put se payer des gens pour faire le travail à sa place

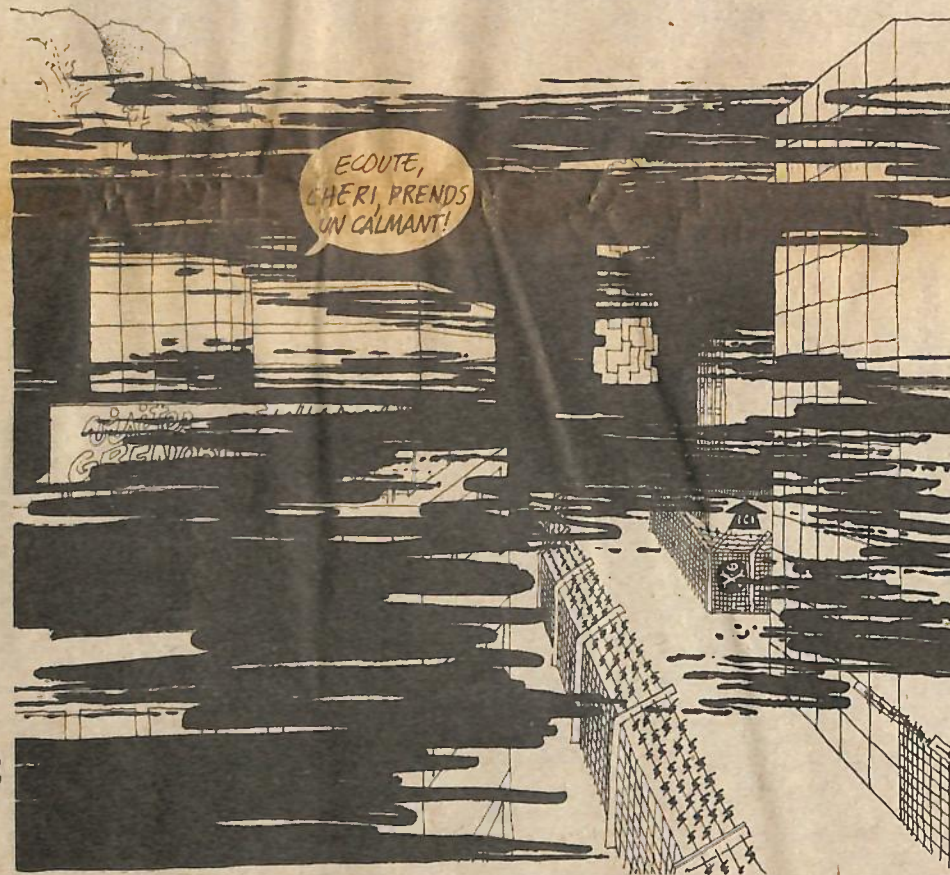


Saviez-vous qu'il est possible de faire disparaître le bruit des chantiers ? Pas tout bien sûr, mais une bonne partie : le bruit des marteaux piqueurs qui nous cassent les oreilles. Et pas dans les livres, pas sur la lune, pas en Amérique : ici, aujourd'hui, c'est tout construit, tout bien étudié, ça existe même depuis cinq ans ; cinq ans de production de sourdingues !

bruits...



Fatigués de se faire écouer, les piétons survivants demandèrent qu'une protection qui leur servit au lieu d'être accordée



L'homme au cerveau fertile auquel s'étaient joints d'autres amis du 21^e siècle, décidèrent alors de faire sculpter leur effigie dans les montagnes avoisnantes. Mais, est-ce bête, l'air stagnait dans cette cuvette et les montagnes étaient devenues invisibles. Alors, ils partirent prospecter Fos-sur-Mer

Une histoire de circuit hydraulique à circulation d'huile qui remplace l'air comprimé. Tout le monde trouve ça très bien, mais personne (personne, ça veut dire aucun patron entrepreneur de bâtiment) n'en achète. Du coup, le constructeur a presque fait faillite. Lui, on s'en fout ; il s'en tirera toujours, c'est un gros fabricant d'engin ; ce qu'on en dit, c'est pour l'histoire. Ce qui est rigolo, c'est les raisons de l'échec que vous trouverez dans « l'Expansion » de février page 70. (Cherchez pas dans les kiosques, « l'Expansion » c'est une revue pour les gens biens qui n'est diffusée que par abonnements). Pour « l'Expansion », cette invention c'est... une erreur de « marketing ». Ecoutez. « Les innovations techniques ne doivent pas « partir du cœur », mais être faites pour un marché qui existe. La première erreur se place au commencement : l'hydroville (c'est le truc en question) est d'abord une invention passionnelle. »

Attendez, c'est pas tout, lisez plus loin. L'on fait le détail, il y a trois grosses erreurs. Pas vraiment des erreurs de bon sens, mais des erreurs de capitaliste de « marketing », en somme celui-là a eu trop de bon sens, et pas assez le sens du porte-monnaie.

Première erreur. « Le demandeur n'est pas le payeur : la première erreur de marketing apparaît. L'avantage incomparable de l'hydroville ne gratifie ni l'utilisateur ni l'acheteur, mais le public ». Or l'hydroville est un peu plus cher qu'un marteau-piqueur ordinaire. Vous qui habitez à côté d'un chantier, ça vous casse les oreilles, ça vous rend dingues, mais de toutes façons ce n'est pas vous qui payez, mais les entrepreneurs, alors...

Seconde erreur, erreur « psychologique ». C'est toujours l'Expansion qui cause. « Les nuisances sont des intoxications. Les supprimer fait découvrir des intoxications qu'il faudra réadapter à un état normal. Il est facile de démontrer à un fumeur que son intoxication est nuisible pour sa santé. Mais cela ne suffit pas... » Les pros, il en redemandent de ces marteaux-piqueurs ! A l'essai de l'hydroville, « ...Ils avaient l'impression de moins travailler, que leur rendement baissait ! Le bruit leur confirmait qu'ils faisaient un effort, un travail difficile et désagréable. Ils prouvaient leur ardeur ! » Braves ouvriers !

« QUAND J'ENTENDS DU BRUIT, JE SUIS SUR QU'ILS TRAVAILLENT »

Le bouquet : « Le bruit fait office de contremaitre. Une dernière opposition est apparue sur le tas, celle du chef de chantier. Ce dernier rétorque aux arguments des vendeurs de l'hydroville que si, l'on peut se servir de marteaux-piqueurs sans faire de bruit, il faudra davantage surveiller ses ouvriers : quand j'entends du bruit, je suis sûr qu'ils travaillent ».

Alors, que faire pour vendre ? Vous croyez peut-être que les inventeurs, les Etablissements Montabert sont des bienfaiteurs de l'humanité, des gens généreux, une exception chez les patrons. Vous n'avez rien compris. Ce qui les intéresse, eux, ce n'est pas le public, mais les sous, la vente. Ecoutez ce qu'ils avaient imaginé. « Il faudrait développer la révolte des victimes, créer des lobbies anti-bruit capables de peser sur les municipalités... Mais cela aboutirait à mettre en accusation les entrepreneurs de travaux publics... Or, ces entrepreneurs sont des clients des Etablissements Montabert pour les autres produits ! » Pas mal, comme logique. Alors, Montabert laisse tomber pour le moment ; il s'oriente vers des dérivés de son invention, beaucoup moins essentiels pour nous que l'hydroville.

L'histoire n'est pas encore finie. Un vrai conte de fée, ça se termine bien. Il y avait l'Etat... Pour que le système qui empêche l'hydroville de se répandre ne crève pas complètement, l'Etat fait du baratin sur la « nouvelle société », sur les « nuisances ». De temps en temps, il faut du concret. Et fin 1970, des lois limitant le bruit dans les villes sont passées ; les vieux marteaux-piqueurs n'y satisfont pas. Alors, M. Montabert, vous serez enfin riche ! Et qu'on ne nous dise plus que le capitalisme n'est pas un moteur de progrès.

A SUIVRE

TOUJOURS

CE QUE NOUS VOULONS: TOUT
QUINZOMADAIRE

18 FEV 71

TF

UNE POLICE SPECIALE CONTRE UN MONDE NOUVEAU



SACRE CŒUR

« IL FAUT QUE L'ORDRE REGNE ICI, FAITES JOUER LES ORGUES LE PLUS FORT POSSIBLE ! »

Samedi 13 février, 18 heures : le Sacré-Cœur est occupé par 300 personnes qui réclament la libération de tous les types arrêtés le 9 février, à la manifestation du Secours Rouge, le retrait des plaintes déposées, que vérité soit faite sur les brutalités policières, qu'il y ait dissolution des brigades spéciales.

Tout ce beau monde était rentré calmement, avait déployé ses banderoles, collé les photos de Richard, Sartre et Godard, étaient allés trouver le curé, avaient assuré qu'il n'y aurait aucun incident. Sur quoi le curé nous dit de nous barrer, il allait appeler les flics, ici nous profanions un lieu saint.

Et en effet, cinq minutes plus tard la basilique était entourée par les flics. Les camarades bloquèrent les grilles et se regroupèrent derrière les portes. Puis le curé monta en chaire, avertit ses fidèles de la suppression de l'orgue et déclara : « il faut que l'ordre règne ici, faites jouer les orgues le plus fort possible ! » Aussitôt après, au son de la musique, les brigades spéciales entrées par la sacristie (le curé leur avait ouvert) intervinrent, matraquant tout le monde (gauchos,

bonnes sœurs, fidèles). Nous avons alors essayé de résister, mais en vain. La peur était trop grande. Tout le monde sort, enjambe les grilles, se piétine, et de l'autre côté de ces grilles trouve d'autres flics qui apparemment avaient reçu l'ordre de ne pas trop esquinter aujourd'hui. Bilan : 60 arrestations, une dizaine de blessés, blessés qui restèrent dans la basilique et furent soumis à de nouvelles brutalités. On nous a parlé d'une fille ayant eu le nez cassé, de x + 1 traumatismes crâniens, et de quelques cuirs chevelus déchirés. On nous a parlé aussi de cars de flics déguisés en ambulances, etc.

Il est important de voir que jamais les flics n'étaient rentrés dans une église (sauf Saint-Germain, en Mai, un jour où les flics étaient totalement incontrôlés). Marcellin a osé faire ce que Franco n'avait pas fait à Montserrat.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'à présent les flics ne vont plus se gêner. Ils ont défiguré Richard, ils ont tout pétié à l'intérieur de la basilique (pour

que la presse l'attribue aux gauchistes), ils ne vont plus perdre leur temps en douceurs et procès. Maintenant la violence, la boucherie, l'élimination physique. Ce n'est pas par hasard qu'ils agissent ainsi : ILS ONT PEUR ! Peur eux aussi de perdre un œil, peur de morfler comme ils ont déjà morflé pas mal de fois. On a un peu tort d'oublier tout ça, nous devons réapprendre à nous affronter aux flics en masse.

Ceci dit, cette action est relativement importante : les flics ont montré trois jours de suite aux gens du quartier (la manif avait aussi lieu dans le XVIII^e) à quoi ils servaient vraiment.

Sartre a pu lire nos revendications à la radio. Mgr Marty a désavoué le curé du Sacré-Cœur.

Seulement les flics gardent encore des copains, ils n'ont sans doute pas encore compris qu'on en avait marre de voir les nôtres jetés en taule.

Ça va bientôt changer ! puisqu'ils attaquent nos manifs pacifiques nous allons réapprendre à utiliser la violence, maintenant ils ne vont plus avoir peur pour rien !

MEETING CENCURÉ LIBERTÉ D'EXPRESSION
24 FEVRIER MUTUALITE

ENTRAÎNEMENT L'ÉGLISE ESTAMENÉE À FAIRE DES CHOIX TEMPORÉLS ?



17 FÉVRIER

Plus de 100 lycées en grève
Plus de 10.000 dans la rue
L'O.R.T.F. occupée
Manifs à partir de tous les lycées Paris et banlieue
Et ça continue !...

Ne nous laissons pas faire.

Du proviseur de CHAPTAL à France-Soir tout le monde s'indigne contre la condamnation de GUIOT. Tant mieux !... Ça donne de l'air au mouvement, ça montre qu'entre répression et mouvement le rapport de force change facilement, contrairement à ce qu'on nous faisait croire. Tomasini se fait traiter de Mussolini après avoir traité les juges de lâches, les journalistes de menteurs et les flics d'innocents calomniés. Tant mieux ! Dans cette société, l'ordre moral ne saurait être crédible que si tout, police, justice, gouvernement UDR, étaient soudés ensemble. Tomasini est du côté de la police. Plevin du côté de la justice qui essayait d'être prudente (au moins jusqu'aux municipales). La droite fascisante de l'UDR veut se débarrasser de Chaban ; à vouloir être moderne et ouvert, Chaban finit par contredire la sauvagerie de la répression. N'importe qui peut voir qu'entre l'attentat contre Richard, la condamnation de Guiot et la Nouvelle Société, ça manque de cohérence.

Alors, un grain de sable dans la machine, et ça fait : PLEIN DE GENS DANS LA RUE, LA MERDE ENTRE LES REQUINS DE LA BOURGEOISIE.

Tout de même, l'épatant, c'est le foin fait par la grande presse et la radio autour de GUIOT, et pour cause : « l'affaire GUIOT sera un test des intentions gouvernementales » (Paris-Jour). Parce que l'affaire GUIOT, ils peuvent la réparer en relaxant GUIOT vendredi, mais ils cachent tous les autres objectifs du mouvement, ils les cachent : car ils comptent bien que le mouvement s'arrêtera après GUIOT.

Libérons GUIOT ! Espérons qu'après ça il ne sera plus un élément « modèle » !

Dissolution des brigades spéciales !

Nous jugerons ceux qui ont voulu tuer RICHARD !

Surveillons la police !



Lettre d'Alain GEISMAR à RICHARD

Camarade,

Je t'écris ce mot pour te dire notre émotion. Tu imagines comment nous avons suivi ce qui a été fait dehors pendant cette campagne. L'impact du mouvement de masse, à l'intérieur des taules est très grand et va bien au-delà du cercle des « politiques ». La bestialité de la répression, et en particulier l'ignoble agression dont tu as été victime, est là pour démontrer le bond en avant réalisé dans les masses.

Aujourd'hui tu payes, mais c'est une dette de sang de plus, et nous saurons te venger ; nous, les prisonniers politiques, plus que tous autres, aurons cela à cœur.

Au nom de tous les camarades, je te transmets notre affection fraternelle. Nous t'embrassons chaleureusement.

Alain (GEISMAR)

Prison de la Santé, le 16-2-71.

SOUTENEZ LA LUTTE
AUX BATIGNOLLES

Organisez des collectes

en précisant pour les Batignolles

C. C. P. Louise LEMÉE n° 4641-25

